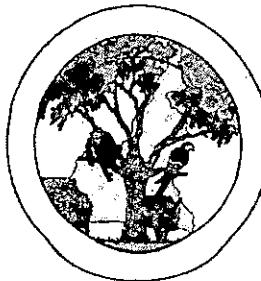


REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix – Travail – Patrie

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT,
DE LA PROTECTION DE LA NATURE
ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE



REPUBLIC OF CAMEROON
Peace – Work – Fatherland

MINISTRY OF ENVIRONMENT,
PROTECTION OF NATURE AND
SUSTAINABLE DEVELOPMENT

COMMISSION INTERNE DE PASSATION DES MARCHES
INTERNAL TENDERS' BOARD

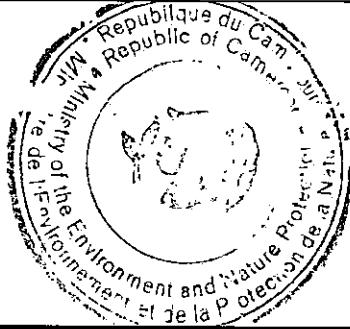
APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT (AONR)

N° 00018 /AONR/MINEPDED/CIPM/2023 DU 8 SEPTEMBRE 2023
POUR LE RECRUTEMENT EN PROCEDURE D'URGENCE D'UN CONSULTANT EN
VUE DE LA REVISION DU PROGRAMME – PAYS, ELABORER LE PROGRAMME
NATIONAL EN TERME D'ADAPTATION ET D'ATTENUATION AUX CHANGEMENTS
CLIMATIQUES

FINANCEMENT : COMPTE D'AFFECTATION SPECIALE

EXERCICE 2023

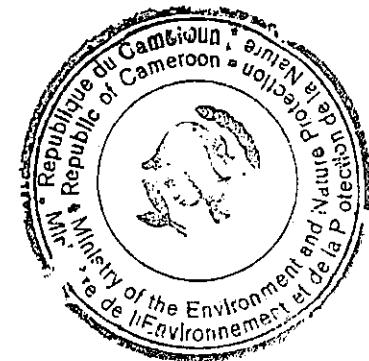
DOSSIER D'APPEL D'OFFRES (DAO)



PREFACE

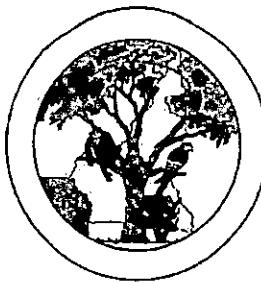
Le présent dossier d'appel d'offres comprend les pièces suivantes :

- Pièce n°1 : Lettre d'invitation à soumissionner ;*
- Pièce n° 2 : Avis d'appel d'offres(AAO);*
- Pièce n° 3 : Règlement général de l'appel d'offres (RGAO);*
- Pièce n° 4 : Règlement particulier de l'appel d'offres (RPAO);*
- Pièce n° 5 : Cahier des clauses administratives particulières (CCAP);*
- Pièce n° 6 : Termes de référence des prestations (TdR) ;*
- Pièce n° 7 : Proposition technique-Tableaux types;*
- Pièce n° 8 : Proposition financière-Tableaux types;*
- Pièce n°9 : Modèle de marché ;*
- Pièce n°10 : Modèles à utiliser par les soumissionnaires ;*
- Pièce n°11 : Formulaires des études préalables;*
- Pièce n°12 : Liste des établissements bancaires et organismes financiers de premier Rang agréés par le Ministre en charge des Finances, autorisés à émettre les cautions, dans le cadre des marchés publics, à insérer par l'Autorité contractante.*



REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix – Travail – Patrie

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT,
DE LA PROTECTION DE LA NATURE
ET DU DÉVELOPPEMENT DURABLE



REPUBLIC OF CAMEROON
Peace – Work – Fatherland

MINISTRY OF ENVIRONMENT,
PROTECTION OF NATURE AND
SUSTAINABLE DEVELOPMENT

COMMISSION INTERNE DE PASSATION DES MARCHES
INTERNAL TENDERS' BOARD

APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT (AONR)

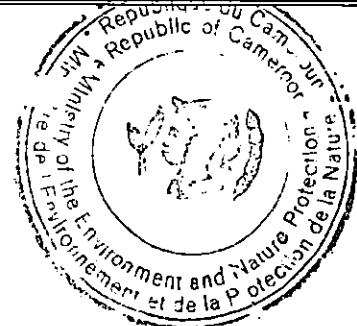
N° 00018 /AONR/MINEPDED/CIPM/2023 DU 8 SEPTEMBRE 2023

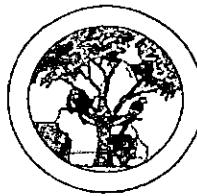
POUR LE RECRUTEMENT EN PROCÉDURE D'URGENCE D'UN CONSULTANT EN
VUE DE LA REVISION DU PROGRAMME – PAYS, ELABORER LE PROGRAMME
NATIONAL EN TERME D'ADAPTATION ET D'ATTENUATION AUX CHANGEMENTS
CLIMATIQUES

FINANCEMENT : COMPTE D'AFFECTATION SPÉCIALE

EXERCICE 2023

LETTER D'INVITATION A SOUMISSIONNER





COMMISSION INTERNE DE PASSATION DES MARCHES
INTERNAL TENDERS' BOARD

N° _____ /L/MINEPDED/SG/DAG/SDBMM/SM

Yaoundé, le _____

LE MINISTRE
A
Messieurs/Mesdames

Objet : Recrutement d'un consultant en vue de la révision du programme – pays,
élaborer le programme national en terme d'adaptation et d'atténuation aux changements climatiques

Messieurs/Mesdames,

J'ai l'honneur de vous informer que vous avez été pré-qualifiés pour le projet cité ci-dessus en objet, et que vous êtes par conséquent admis à soumissionner pour le recrutement d'un consultant en vue de la révision du programme – pays, élaborer le programme national en terme d'adaptation et d'atténuation aux changements climatiques

Je vous invite dès lors, ainsi que les autres concurrents pré-qualifiés, à soumissionner pour l'exécution du marché relatif au projet susvisé.

Un jeu complet du dossier d'appel d'offres peut être consulté et retiré moyennant paiement des frais d'acquisition d'une somme non remboursable de vingt-cinq mille (25 000) francs CFA au trésor public.

Toutes les soumissions doivent être accompagnées d'une caution de soumission de six cent mille (600 000) francs CFA. Les plis seront ouverts par la Commission Spéciale de Passation des Marchés, immédiatement après leur dépôt à l'adresse indiquée dans l'avis d'appel d'offres, en présence des représentants des soumissionnaires qui souhaitent assister à cette ouverture des plis.

La présente lettre d'invitation est adressée aux candidats inscrits sur la liste restreinte ci-après :

N°	Noms	Adresses
1	STE NEURONNES SARL	BP. : 12809 Yaoundé; Tél. : 675029458
2	CERED	BP. : 3494 Yaoundé, Tél. : 699638239 / 653181893
3	EMAC CONSULTING	BP. : 5608 Yaoundé, Tél. : 699528998 / 677104535

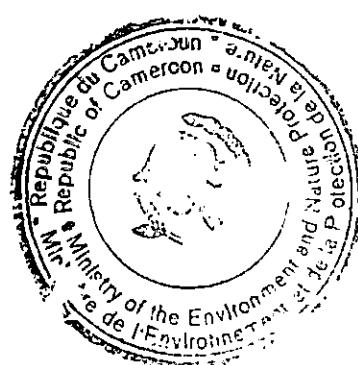
Les candidats de la liste restreinte ne peuvent pas s'associer en groupement.

Je vous demande de bien vouloir me faire connaître à l'adresse mentionné sur l'avis d'appel d'offres, et dans un délai maximum de dix (10) jours à partir de la réception de la présente lettre d'invitation à soumissionner, que vous avez reçu cette lettre d'invitation, et si vous soumettrez ou non votre offre. Faute de quoi votre désistement sera constaté.

Veuillez agréer, Messieurs/Mesdames, l'expression de ma considération distinguée. /-

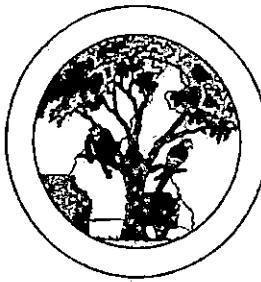
Copies :

- MINMAP ;
- ARMP ;
- MINEPDED ;
- Président CIPM/MINEPDED ;
- Affichage.



REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix – Travail – Patrie

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT,
DE LA PROTECTION DE LA NATURE
ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE



REPUBLIC OF CAMEROON
Peace – Work – Fatherland

MINISTRY OF ENVIRONMENT,
PROTECTION OF NATURE AND
SUSTAINABLE DEVELOPMENT

COMMISSION INTERNE DE PASSATION DES MARCHES
INTERNAL TENDERS' BOARD

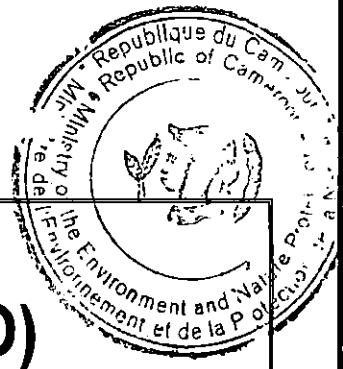
APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT (AONR)

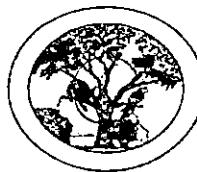
N° 00018 /AONR/MINEPDED/CIPM/2023 DU 8 SEPTEMBRE 2023
POUR LE RECRUTEMENT EN PROCEDURE D'URGENCE D'UN CONSULTANT EN
VUE DE LA REVISION DU PROGRAMME – PAYS, ELABORER LE PROGRAMME
NATIONAL EN TERME D'ADAPTATION ET D'ATTENUATION AUX
CHANGEMENTS CLIMATIQUES

FINANCEMENT : COMPTE D'AFFECTATION SPECIALE

EXERCICE 2023

Pièce n°2 :
Avis d'appel d'offres (AAO)





**COMMISSION INTERNE DE PASSATION DES MARCHES
INTERNAL TENDERS' BOARD**

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT (AONR)

N° /AONR/MINEPDED/SG/DAG/SDBMM/SM/2023 DU 8 SEPTEMBRE 2023
POUR LE RECRUTEMENT EN PROCEDURE D'URGENCE D'UN CONSULTANT EN
VUE DE LA REVISION DU PROGRAMME – PAYS, ELABORER LE PROGRAMME
NATIONAL EN TERME D'ADAPTATION ET D'ATTENUATION AUX CHANGEMENTS
CLIMATIQUES
FINANCEMENT : COMPTE D'AFFECTATION SPECIALE (CAS/MINEPDED 2023)

1. Objet de l'appel d'offre et consistance des prestations

L'objectif principal de cette activité est la révision du document Programme-pays. Plus spécifiquement, il s'agit de :

- D'élaborer le programme d'action national pour le climat en terme d'adaptation et d'atténuation sur la base des engagements pris par le Cameroun dans sa Contribution Déterminée au niveau National révisée, des politiques de développement nationale et sectorielle mise à jour ;
- D'établir les priorités de programmation nationales et le pipeline de projets en faisant ressortir les programmes prioritaires ;
- De renforcer le processus d'engagement multipartite en reconstituant et de facilitant les dialogues de haut niveau entre toutes les parties prenantes ;
- De déterminer les besoins institutionnels pour le renforcement des capacités afin d'identifier, concevoir et de mettre en œuvre des interventions climatiques transformationnelles.

2. Délais d'exécution

Le délai maximum prévu par le Maître d'ouvrage pour la réalisation des prestations objet du présent appel d'offres est trente (30) jours, à compter de la date de notification de l'ordre de service de démarrage.

3. Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel de l'opération à l'issue des études préalables est de trente millions (30 000 000) francs CFA toutes taxes comprises.

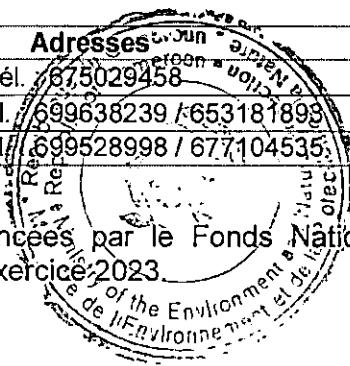
4. Participation et origine

La participation au présent appel d'offres est restreinte aux entreprises suivantes ayant été retenues après l'avis d'appel à manifestation d'intérêt N°00003/AAMI/MINEPDED/DAG/SDBMM/SM du 12 avril 2023 :

N°	Noms	Adresses
1	STE NEURONNES SARL	BP. : 12809 Yaoundé, Tél. 675029458
2	CERED	BP. : 3494 Yaoundé, Tél. 699638239 / 653181899
3	EMAC CONSULTING	BP. : 5608 Yaoundé, Tél. 699528998 / 677104535

5. Financement

Les prestations objet, du présent appel d'offres, sont financées par le Fonds National pour l'Environnement et le Développement Durable (CAS/FNED), exercice 2023.



6. Cautionnement provisoire

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives, une caution de soumission établie par une banque de premier ordre ou une compagnie d'assurance agréée par le Ministère chargé des finances et dont la liste figure dans la pièce 12, d'un montant de six cent mille (600 000) francs CFA valable pendant trente (30) jours au-delà de la date originale de validité des offres.

7. Consultation du dossier d'appel d'offres

Le dossier d'appel d'offres peut être consulté aux jours et heures ouvrables au Ministère de l'Environnement, de la Protection de la Nature et du Développement durable sis à l'Immeuble ministériel n°2, 7ème étage, portes 704 ou 708, dès publication du présent avis au Journal des marchés ou dans Cameroon Tribune et COLEPS.

8. Acquisition du dossier d'appel d'offres

Le dossier peut être obtenu au Ministère de l'Environnement, de la Protection de la Nature et du Développement durable sis à l'Immeuble ministériel n°2, 7ème étage, portes 704 ou 708, dès publication du présent avis, contre versement d'une somme non remboursable de vingt-cinq mille (25 000) francs CFA, payable au Trésor public.

9. Remise des offres

Chaque offre rédigée en français ou en anglais, en sept (7) exemplaires, dont un (1) original et six (6) copies, marqués comme tels, devra parvenir au Ministère de l'Environnement, de la Protection de la Nature et du Développement durable sis à l'Immeuble ministériel n°2, 7ème étage, portes 704 ou 708, au plus tard le _____ à ____ heures précises et devra porter la mention :

APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT (AONR)

N° _____ /AONR/MINEPDED/CIPM/2023 DU 8 SEPTEMBRE 2023

POUR LE RECRUTEMENT EN PROCEDURE D'URGENCE D'UN CONSULTANT EN VUE DE
LA REVISION DU PROGRAMME – PAYS, ELABORER LE PROGRAMME NATIONAL EN
TERME D'ADAPTATION ET D'ATTENUATION AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES
« A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement »

10. Recevabilité des offres

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par les services émetteurs compétents, conformément aux stipulations du règlement particulier de l'appel d'offres. Elles doivent dater de moins de trois (3) mois ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis d'appel d'offres.

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du dossier d'appel d'offres, sera déclarée irrecevable. Notamment, l'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou une compagnie d'assurance agréée par le Ministère chargé des Finances ou le non-respect des modèles des pièces du dossier d'appel d'offres, entraînera le rejet pur et simple de l'offre.

11. Ouverture des plis

L'ouverture des plis se fera en deux temps.

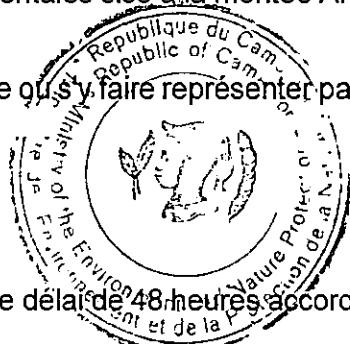
L'ouverture des pièces administratives et des offres techniques se fera le _____ à 15 heures, par la Commission Interne de Passation des Marchés du MINEPDED siégeant à l'occasion, dans la salle de conférence de la Brigade des Inspections Environnementales sise à la montée Ane Rouge.

Seuls les Soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture qu'ils y faire représenter par une personne de leur choix dûment mandatée.

12. Critères d'évaluation

11.1 Critères éliminatoires

1. Absence de la caution de soumission ;
2. Absence ou non-conformité d'une pièce administrative après le délai de 48 heures accordé par la Commission Interne de Passation des Marchés ;



3. Fausse déclaration ou présence de pièce falsifiée dans les offres du Soumissionnaire ;
4. Absence de la déclaration sur l'honneur attestant que le Soumissionnaire n'a pas abandonné un marché au cours des trois dernières années ;
5. Présence d'une information financière dans la proposition technique ;
6. Note technique (critères essentiels) inférieure à 70/100.

11.2 Critères essentiels

1. Compréhension de la mission,	30
a. Observations ou suggestions éventuelles sur les termes de référence et les données, services et installations devant être fournis par le Maître d'ouvrage.....	10
b. Description de la méthodologie	10
c. Plan de travail	5
d. Adéquation du plan de travail, chronogramme de réalisation et organisation des experts dans leurs interventions.....	5
2. Expérience du cabinet (personne morale)	20
3. Qualifications et expériences du personnel clé pour la mission.....	50

Le score technique minimum requis est de 70/100 points.

12 Méthode de sélection du Consultant

Le Consultant sera choisi par la méthode de sélection qualité-coût, conformément aux procédures décrites dans le présent DAO.

13 Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leurs offres pendant quatre-vingt-dix (90) jours, à partir de la date limite fixée pour la remise des offres.

14 Renseignements complémentaires

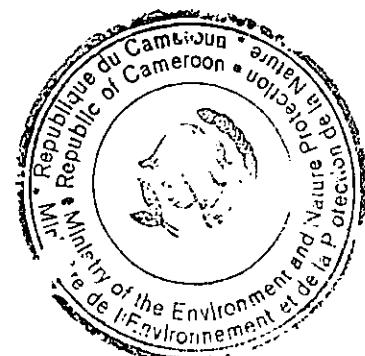
Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux jours et heures ouvrables au Ministère de l'Environnement, de la Protection de la Nature et du Développement durable, sis à l'Immeuble ministériel n°2, 7ème étage, portes 704 ou 708.

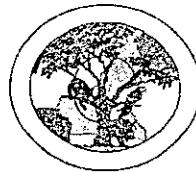
Yaoundé, le _____

Copies :

- MINMAP
- MINEPDED ;
- ARMP
- Président CIPM ;
- Affichage.

**Le Ministre de l'Environnement, de la
Protection de la Nature et du Développement
durable**





**COMMISSION INTERNE DE PASSATION DES MARCHES
INTERNAL TENDERS' BOARD**

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT (AONR)

N° 1/AONO/MINEPDED/SG/DAG/SDBMM/SM/2023 DU 08 SEPT 2023
POUR LE RECRUTEMENT EN PROCEDURE D'URGENCE D'UN CONSULTANT EN VUE
DE LA REVISION DU PROGRAMME – PAYS, ELABORER LE PROGRAMME NATIONAL EN
TERME D'ADAPTATION ET D'ATTENUATION AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES
FINANCEMENT : COMPTE D'AFFECTATION SPECIALE (CAS/MINEPDED 2023)

1. Objet de l'appel d'offre et consistance des prestations

L'objectif principal de cette activité est la révision du document Programme-pays. Plus spécifiquement, il s'agit de :

- D'élaborer le programme d'action national pour le climat en terme d'adaptation et d'atténuation sur la base des engagements pris par le Cameroun dans sa Contribution Déterminée au niveau National révisée, des politiques de développement nationale et sectorielle mise à jour ;
- D'établir les priorités de programmation nationales et le pipeline de projets en faisant ressortir les programmes prioritaires ;
- De renforcer le processus d'engagement multipartite en reconstituant et de facilitant les dialogues de haut niveau entre toutes les parties prenantes ;
- De déterminer les besoins institutionnels pour le renforcement des capacités afin d'identifier, concevoir et de mettre en œuvre des interventions climatiques transformationnelles.

2. Délais d'exécution

Le délai maximum prévu par le Maître d'ouvrage pour la réalisation des prestations objet du présent appel d'offres est trente (30) jours, à compter de la date de notification de l'ordre de service de démarrage.

3. Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel de l'opération à l'issue des études préalables est de trente millions (30 000 000) francs CFA toutes taxes comprises.

4. Participation et origine

La participation au présent appel d'offres est restreinte aux entreprises suivantes ayant été retenues après l'avis d'appel à manifestation d'intérêt N°00003/AAMI/MINEPDED/DAG/SDBMM/SM du 12 avril 2023 :

N°	Noms	Adresses
1	STE NEURONNES SARL	BP. : 12809 Yaoundé; Tél. : 675029458
2	CERED	BP. : 3494 Yaoundé, Tél. : 699638239 / 653181893
3	EMAC CONSULTING	BP. : 5608 Yaoundé, Tél. : 699528998 / 677104535

5. Financement

Les prestations objet, du présent appel d'offres, sont financées par le Compte d'Affectation Spécial (CAS), exercice 2023.

6. Cautionnement provisoire

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives, une caution de soumission établie par une banque de premier ordre ou une compagnie d'assurance agréée par le Ministère chargé des finances et dont la liste figure dans la pièce 12, d'un montant de six cent mille (600 000) francs CFA valable pendant trente (30) jours au-delà de la date originale de validité des offres.

7. Consultation du dossier d'appel d'offres

Le dossier d'appel d'offres peut être consulté aux jours et heures ouvrables au Ministère de l'Environnement, de la Protection de la Nature et du Développement durable sis à l'Immeuble ministériel n°2, 7ème étage, portes 704 ou 708, dès publication du présent avis au Journal des marchés Publics ou dans le quotidien Cameroun Tribune ou sur la plateforme COLEPS.

8. Acquisition du dossier d'appel d'offres

Le dossier peut être obtenu au Ministère de l'Environnement, de la Protection de la Nature et du Développement durable sis à l'Immeuble ministériel n°2, 7ème étage, portes 704 ou 708, dès publication du présent avis, contre versement d'une somme non remboursable de vingt-cinq mille (25 000) francs CFA, payable au Trésor public.

9. Remise des offres

Chaque offre rédigée en français ou en anglais, en sept (7) exemplaires, dont un (1) original et six (6) copies, marqués comme tels, devra parvenir au Ministère de l'Environnement, de la Protection de la Nature et du Développement durable sis à l'Immeuble ministériel n°2, 7ème étage, portes 704 ou 708, au plus tard le 18 SEPT 2023 à 14 heures précises et devra porter la mention :

APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT (AONR) /AONR/MINEPDED/CIPM/2023 DU 18 SEPT 2023
POUR LE RECRUTEMENT EN PROCEDURE D'URGENCE D'UN CONSULTANT EN VUE
DE LA REVISION DU PROGRAMME – PAYS, ELABORER LE PROGRAMME NATIONAL EN
TERME D'ADAPTATION ET D'ATTENUATION AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES
« A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement »

10. Recevabilité des offres

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par les services émetteurs compétents, conformément aux stipulations du règlement particulier de l'appel d'offres. Elles doivent dater de moins de trois (3) mois ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis d'appel d'offres.

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du dossier d'appel d'offres, sera déclarée irrecevable. Notamment, l'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou une compagnie d'assurance agréée par le Ministère chargé des Finances ou le non-respect des modèles des pièces du dossier d'appel d'offres, entraînera le rejet pur et simple de l'offre.

11. Ouverture des plis

L'ouverture des plis se fera en deux temps.

L'ouverture des pièces administratives et des offres techniques se fera le 18 SEPT 2023 à 15 heures, par la Commission Interne de Passation des Marchés du MINEPDED siégeant à

l'occasion, dans la salle de conférence de la Brigade des Inspections Environnementales sise à la montée Ane Rouge.

Seuls les Soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une personne de leur choix dûment mandatée.

12. Critères d'évaluation

11.1 Critères éliminatoires

1. Absence de la caution de soumission ;
2. Absence ou non-conformité d'une pièce administrative après le délai de 48 heures accordé par la Commission Interne de Passation des Marchés ;
3. Fausse déclaration ou présence de pièce falsifiée dans les offres du Soumissionnaire ;
4. Absence de la déclaration sur l'honneur attestant que le Soumissionnaire n'a pas abandonné un marché au cours des trois dernières années ;
5. Présence d'une information financière dans la proposition technique ;
6. Note technique (critères essentiels) inférieure à 70/100.

11.2 Critères essentiels

1. Compréhension de la mission,	30
a. Observations ou suggestions éventuelles sur les termes de référence et les données, services et installations devant être fournis par le Maître d'ouvrage.....	10
b. Description de la méthodologie	10
c. Plan de travail	5
d. Adéquation du plan de travail, chronogramme de réalisation et organisation des experts dans leurs interventions.....	5
2. Expérience du cabinet (personne morale)	20
3. Qualifications et expériences du personnel clé pour la mission.....	50

Le score technique minimum requis est de 70/100 points.

12 Méthode de sélection du Consultant

Le Consultant sera choisi par la méthode de sélection qualité-coût, conformément aux procédures décrites dans le présent DAO.

13 Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leurs offres pendant quatre-vingt-dix (90) jours, à partir de la date limite fixée pour la remise des offres.

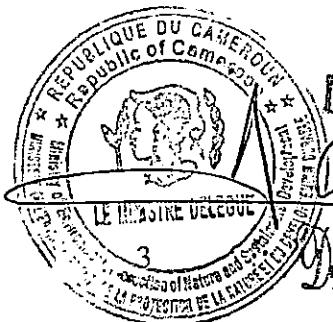
14 Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux jours et heures ouvrables au Ministère de l'Environnement, de la Protection de la Nature et du Développement durable, sis à l'Immeuble ministériel n°2, 7ème étage, portes 704 ou 708.

Yaoundé, le 08 SEPT 2023

Copies :

- MINMAP
- MINEPDED ;
- ARMP
- Président CIPM ;
- Affichage.



Le Ministre Délégué

Dr. Nica Olibabakar Djalli



00018.

COMMISSION INTERNE DE PASSATION DES MARCHES
INTERNAL TENDERS' BOARD

RESTRICTED NATIONAL INVITATION TO TENDER (AONR) 08 SEPT 2023

No. _____ /AONO/MINEPDED/SG/DAG/SDBMM/SM/2023 OF _____
FOR THE RECRUITMENT IN EMERGENCY PROCEDURE OF A CONSULTANT TO REVISE
THE COUNTRY PROGRAMME AND DEVELOP THE NATIONAL PROGRAMME OF
ADAPTATION AND MITIGATION TO CLIMATE CHANGE
FUNDING: SPECIAL APPROPRIATION ACCOUNT (CAS/MINEPDED 2023)

1. Subject of the invitation to tender and nature of services

The main objective of this activity is to revise the Country Programme document. More specifically, the study is aimed at:

- developing the national action programme of adaptation and mitigation to climate on the basis of the commitments made by Cameroon in its revised Nationally Determined Contribution and the updated national and sector development policies;
- establishing national programming priorities and the project pipeline, highlighting priority programmes;
- strengthening the multi-stakeholder engagement process by reconstituting and facilitating high-level dialogues between all stakeholders;
- determining the institutional needs for capacity building in order to identify, design and implement transformational climate interventions.

2. Delivery deadline

The maximum deadline provided for by the Contracting Authority for services in this Invitation to tender shall be thirty (30) days from the date of notification of the service order to start works.

3. Estimated cost

The estimated cost of this service all taxes included following preliminary studies shall be thirty million (30,000,000) CFA francs.

4. Participation and origin

Participation in this Invitation to Tender is restricted to the following companies selected after the invitation for expression of interest No.00003/AAMI/MINEPDED/DAG/SDBMM/SM of 12 April 2023:

No	Names	Address Lines
1	STE NEURONNES SARL	PO Box: : 12809 Yaounde; Phone: 675029458
2	CERED	PO Box: : 3494 Yaounde, Phone: 699638239 / 653181893
3	EMAC CONSULTING	PO Box: : 5608 Yaounde, Phone: 699528998 / 677104535

5. Funding

The services covered by this invitation to tender shall be financed by the National Environmental and Sustainable Development Fund (CAS/FNED), 2023 financial year.

6. Bid bond

Each tenderer shall attach to his/her administrative documents a bid bond issued by a first-class banking establishment or an insurance company approved by the Ministry of Finance and the list of which features in document 12 of the Consultation File, in the amount of six hundred thousand (600,000) CFA francs, valid for thirty (30) days after the original validity date of tenders.

7. Consultation of Tender file

The Tender file is available for consultation, during working days and hours, at the Ministry of Environment, Protection of Nature and Sustainable Development located in the Ministerial Building No. 2, 7th Floor, Room 704 or 708, as soon as this Tender Notice is published in the Contract Logbook or in Cameroon Tribune and COLEPS.

8. Acquisition of Tender file

The Tender file can be obtained from the Ministry of Environment, Protection of Nature and Sustainable Development located in the Ministerial Building No.2, 7th Floor, Room 704 or 708, as soon as this Tender Notice is published, upon payment of a non-refundable amount of twenty-five thousand (25,000) CFA francs, payable to the Public Treasury.

9. Submission of tenders

Each file, drafted in English or in French in seven (7) copies, including one (1) original and six (6) copies marked as such, should be submitted to the Ministry of Environment, Protection of Nature and Sustainable Development located in the Ministerial Building No. 2, 7th Floor, Room 704 or 708, not later than 28 SEPT 2023 at 2:00 p.m. prompt and shall bear the following inscription:

00018

RESTRICTED NATIONAL INVITATION TO TENDER (AONR) 28 SEPT 2023

No. _____ /AONR/MINEPDED/CSPM/2023 OF _____

FOR THE RECRUITMENT IN EMERGENCY PROCEDURE OF A CONSULTANT TO REVISE
THE COUNTRY PROGRAMME AND DEVELOP THE NATIONAL PROGRAMME OF
ADAPTATION AND MITIGATION TO CLIMATE CHANGE
"To be opened only during the tender evaluation session"

10. Admissibility of tenders

On pain of being rejected, the required administrative documents should be produced in originals or in certified true copies certified by the competent issuing service, in compliance with the provisions of the Special Regulations of the Invitation to Tender. These documents must be less than three (3) months old or they must be issued after the date of signature of the Invitation to tender.

Any offer not in conformity with the prescriptions of this Tender File shall be declared inadmissible. Especially, the absence of a bid bond issued by a first-class banking establishment or an insurance company approved by the Ministry of Finance or failure to comply with the models of the tender file documents shall lead to a pure and simple rejection of the offer.

11. Opening of bids

The opening of bids will take place in two (2) stages.

The opening of administrative documents and technical bids will take place on 28 SEPT 2023 at 3 p.m. prompt, by MINEPDED's Internal Committee Tender's Board sitting on this occasion, in the conference room of the Environmental Inspections Brigade located at Montée Ane Rouge.

Only bidders may attend this opening session or be duly represented therein by an authorized person of their choice.

12. Evaluation criteria

11.1 *Eliminatory criteria*

1. Absence of the bid bond;
2. Absence or non-compliance with an administrative document after the 48-hour deadline granted by the Internal Committee Tender's Board;
3. False declaration or presence of falsified documents in the Bidder's offers;
4. Absence of the signed statement attesting that the Tenderer has not abandoned any contract over the past three years;
5. Presence of financial information in the technical offer;
6. Technical mark (essential criteria) below 70/100.

11.2 *Essential criteria*

1. Understanding of the mission,	30
a. Any comments or suggestions on the Terms of reference and data, services and facilities to be provided by the Contracting Authority.....	10
b. Description of the methodology	10
c. Work plan.....	5
d. Adequacy of the Work Plan, execution timetable and organization of experts in their interventions.....	5
2. Experience of the consultancy firm (legal entity).....	20
3. Qualifications and experience of key personnel for the mission.....	50

The minimum technical score required shall be 70/100.

12 Method of selection of the Consultant

The Consultant shall be selected under quality and cost-based selection method, in compliance with the procedures described in this Invitation to tender.

13 Duration of Validity of bids

Bidders shall remain committed to their bids for a period of ninety (90) days from the deadline set for submission of tenders.

14 Complementary information

Complementary information is available, during working days and hours, at the Ministry of Environment, Protection of Nature and Sustainable Development, located in the Ministerial Building No.2, 7th Floor, Room 704 or 708.

Yaounde, the 08 SEPT 2023

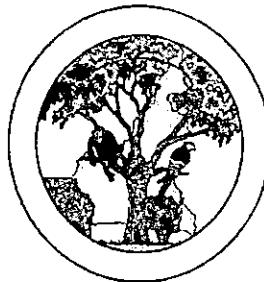
Copies to:

- MINMAP
- MINEPDED
- ARMP
- CSPM Chairperson
- Posting



REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix - Travail - Patrie

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT,
DE LA PROTECTION DE LA NATURE
ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE



REPUBLIC OF CAMEROON
Peace - Work - Fatherland

MINISTRY OF ENVIRONMENT,
PROTECTION OF NATURE AND
SUSTAINABLE DEVELOPMENT

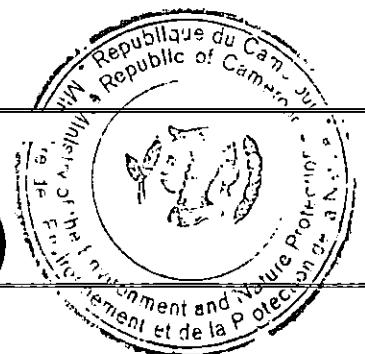
COMMISSION INTERNE DE PASSATION DES MARCHES
INTERNAL TENDERS' BOARD

APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT (AONR)
N° 000 18 /AONR/MINEPDED/CIPM/2023 DU 8 SEPTEMBRE 2023
POUR LE RECRUTEMENT EN PROCEDURE D'URGENCE D'UN CONSULTANT EN
VUE DE LA REVISION DU PROGRAMME – PAYS, ELABORER LE PROGRAMME
NATIONAL EN TERME D'ADAPTATION ET D'ATTENUATION AUX
CHANGEMENTS CLIMATIQUES

FINANCEMENT : COMPTE D'AFFECTATION SPECIALE

EXERCICE 2023

**Piece No 2 :
Tender Notice (TN)**





**COMMISSION INTERNE DE PASSATION DES MARCHES
INTERNAL TENDERS' BOARD**

RESTRICTED NATIONAL INVITATION TO TENDER (AONR)

No. _____ /AONO/MINEPDED/SG/DAG/SDBMM/SM/2023 OF _____
FOR THE RECRUITMENT IN EMERGENCY PROCEDURE OF A CONSULTANT TO REVISE
THE COUNTRY PROGRAMME AND DEVELOP THE NATIONAL PROGRAMME OF
ADAPTATION AND MITIGATION TO CLIMATE CHANGE
FUNDING: SPECIAL APPROPRIATION ACCOUNT (CAS/MINEPDED 2023)

13. Subject of the invitation to tender and nature of services

The main objective of this activity is to revise the Country Programme document. More specifically, the study is aimed at:

- developing the national action programme of adaptation and mitigation to climate on the basis of the commitments made by Cameroon in its revised Nationally Determined Contribution and the updated national and sector development policies;
- establishing national programming priorities and the project pipeline, highlighting priority programmes;
- strengthening the multi-stakeholder engagement process by reconstituting and facilitating high-level dialogues between all stakeholders;
- determining the institutional needs for capacity building in order to identify, design and implement transformational climate interventions.

14. Delivery deadline

The maximum deadline provided for by the Contracting Authority for services in this Invitation to tender shall be thirty (30) days from the date of notification of the service order to start works.

15. Estimated cost

The estimated cost of this service all taxes included following preliminary studies shall be **thirty million (30,000,000) CFA francs**.

16. Participation and origin

Participation in this Invitation to Tender is restricted to the following companies selected after the invitation for expression of interest No.00003/AAMI/MINEPDED/DAG/SDBMM/SM of 12 April 2023:

No	Names	Address Lines
1	STE NEURONNES SARL	PO Box: : 12809 Yaounde, Phone: 675029458
2	CERED	PO Box: : 3494 Yaounde, Phone: 699638239 / 653181893
3	EMAC CONSULTING	PO Box: : 5608 Yaounde, Phone: 699528998 / 677104535

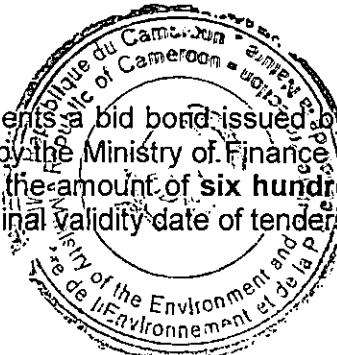
17. Funding

The services covered by this invitation to tender shall be financed by the National Environmental and Sustainable Development Fund (CAS/FNED), 2023 financial year.

18. Bid bond

Each tenderer shall attach to his/her administrative documents a bid bond issued by a first-class banking establishment or an insurance company approved by the Ministry of Finance and the list of which features in document 12 of the Consultation File, in the amount of **six hundred thousand (600,000) CFA francs**, valid for thirty (30) days after the original validity date of tenders.

19. Consultation of Tender file



The Tender file is available for consultation, during working days and hours, at the Ministry of Environment, Protection of Nature and Sustainable Development located in the Ministerial Building No. 2, 7th Floor, Room 704 or 708, as soon as this Tender Notice is published in the Contract Logbook or in Cameroon Tribune and COLEPS.

20. Acquisition of Tender file

The Tender file can be obtained from the Ministry of Environment, Protection of Nature and Sustainable Development located in the Ministerial Building No.2, 7th Floor, Room 704 or 708, as soon as this Tender Notice is published, upon payment of a non-refundable amount of **twenty-five thousand (25,000) CFA francs**, payable to the Public Treasury.

21. Submission of tenders

Each file, drafted in English or in French in seven (7) copies, including one (1) original and six (6) copies marked as such, should be submitted to the Ministry of Environment, Protection of Nature and Sustainable Development located in the Ministerial Building No. 2, 7th Floor, Room 704 or 708, not later than _____ at _____ p.m. prompt and shall bear the following inscription :

RESTRICTED NATIONAL INVITATION TO TENDER (AONR)
No. _____ /AONR/MINEPDED/CSPM/2023 OF _____
**FOR THE RECRUITMENT IN EMERGENCY PROCEDURE OF A CONSULTANT TO REVISE
THE COUNTRY PROGRAMME AND DEVELOP THE NATIONAL PROGRAMME OF
ADAPTATION AND MITIGATION TO CLIMATE CHANGE**
"To be opened only during the tender evaluation session"

22. Admissibility of tenders

On pain of being rejected, the required administrative documents should be produced in originals or in certified true copies certified by the competent issuing service, in compliance with the provisions of the Special Regulations of the Invitation to Tender. These documents must be less than three (3) months old or they must be issued after the date of signature of the Invitation to tender.

Any offer not in conformity with the prescriptions of this Tender File shall be declared inadmissible. Especially, the absence of a bid bond issued by a first-class banking establishment or an insurance company approved by the Ministry of Finance or failure to comply with the models of the tender file documents shall lead to a pure and simple rejection of the offer.

23. Opening of bids

The opening of bids will take place in two (2) stages.

The opening of administrative documents and technical bids will take place on _____ at 3 p.m. prompt, by MINEPDED's Internal Committee Tender's Board sitting on this occasion, in the conference room of the Environmental Inspections Brigade located at Montée Ane Rouge.

Only bidders may attend this opening session or be duly represented therein by an authorized person of their choice.

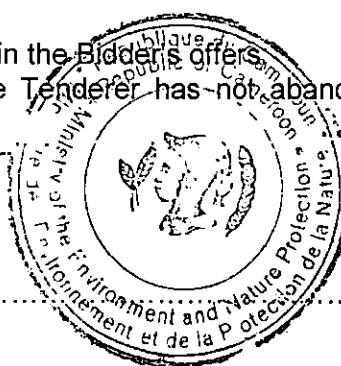
24. Evaluation criteria

14.1 Eliminatory criteria

7. Absence of the bid bond;
8. Absence or non-compliance with an administrative document after the 48-hour deadline granted by the Internal Committee Tender's Board;
9. False declaration or presence of falsified documents in the Bidders' offers;
10. Absence of the signed statement attesting that the Tenderer has not abandoned any contract over the past three years;
11. Presence of financial information in the technical offer;
12. Technical mark (essential criteria) below 70/100.

14.2 Essential criteria

4. Understanding of the mission, 30



e. Any comments or suggestions on the Terms of reference and data, services and facilities to be provided by the Contracting Authority.....	10
f. Description of the methodology	10
g. Work plan.....	5
h. Adequacy of the Work Plan, execution timetable and organization of experts in their interventions.....	5
5. Experience of the consultancy firm (legal entity).....	10
6. Qualifications and experience of key personnel for the mission.....	30

The minimum technical score required shall be 70/100.

15 Method of selection of the Consultant

The Consultant shall be selected under quality and cost-based selection method, in compliance with the procedures described in this Invitation to tender.

16 Duration of Validity of bids

Bidders shall remain committed to their bids for a period of ninety (90) days from the deadline set for submission of tenders.

17 Complementary information

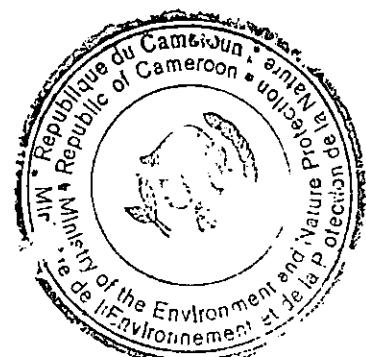
Complementary information is available, during working days and hours, at the Ministry of Environment, Protection of Nature and Sustainable Development, located in the Ministerial Building No.2, 7th Floor, Room 704 or 708.

Yaounde, the _____

Copies to:

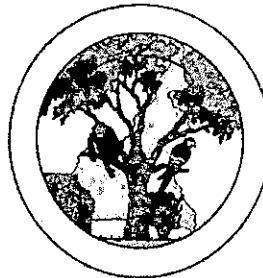
- MINMAP
- MINEPDED
- ARMP
- CSPM Chairperson
- Posting

**Minister of Environment, Protection of Nature
and Sustainable Development**



REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix – Travail – Patrie

**MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT,
DE LA PROTECTION DE LA NATURE
ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE**



REPUBLIC OF CAMEROON
Peace – Work – Fatherland

**MINISTRY OF ENVIRONMENT,
PROTECTION OF NATURE AND
SUSTAINABLE DEVELOPMENT**

**COMMISSION INTERNE DE PASSATION DES MARCHES
INTERNAL TENDERS' BOARD**

APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT (AONR)

N° 00018 /AONR/MINEPDED/CIPM/2023 DU 8 SEPTEMBRE 2023
POUR LE RECRUTEMENT EN PROCEDURE D'URGENCE D'UN CONSULTANT
EN VUE DE LA REVISION DU PROGRAMME – PAYS, ELABORER LE
PROGRAMME NATIONAL EN TERME D'ADAPTATION ET D'ATTENUATION AUX
CHANGEMENTS CLIMATIQUES

FINANCEMENT : COMPTE D'AFFECTATION SPECIALE

EXERCICE 2023

**Pièce n°3 :
Règlement général de l'appel d'offres
(RGAO)**

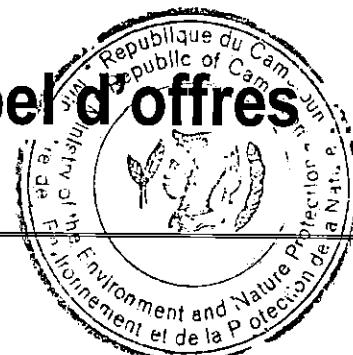
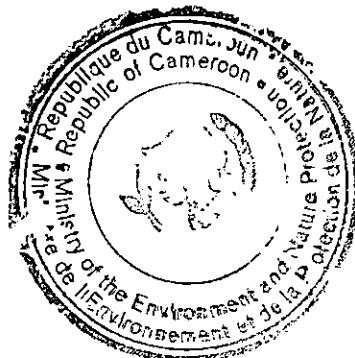


TABLE DES MATIERES

1. Introduction
2. Eclaircissements, modifications apportés au DAO être cours
3. Etablissement des propositions
Proposition technique
Proposition financière
4. Soumission, réception et ouverture des propositions
5. Evaluation des propositions
Généralités
Evaluation des propositions techniques
Ouverture et évaluation des propositions financières et recours
6. Négociations
7. Attribution du contrat
8. Publication des résultats d'attribution et recours
9. Confidentialité
10. Signature du marché
11. Cautionnement définitif



REGLEMENT GENERAL DE L'APPEL D'OFFRES(RGAO)

1. Généralités

1.1. L'Autorité contractante sélectionne un Prestataire parmi les candidats dont les noms figurent sur la lettre d'invitation, conformément à la méthode de sélection spécifiée dans le règlement particulier de l'appel d'offres (RPAO).

1.2. Les candidats sont invités à soumettre un dossier administratif, une proposition technique et une proposition financière pour la prestation des services nécessaires à la mission désignée dans les termes de référence. La proposition servira de base aux négociations du contrat et, à terme, au contrat signé avec le Candidat retenu.

1.3. La mission sera accomplie conformément au calendrier indiqué dans les termes de référence. Lorsque la mission comporte plusieurs phases, la performance du Prestataire durant une phase donnée devra donner satisfaction au Maître d'ouvrage avant que la phase suivante ne débute.

1.4. Les candidats doivent s'informer des conditions locales et en tenir compte dans l'établissement de leur proposition. Pour obtenir des informations de première main sur la mission et les conditions locales, il est recommandé aux candidats, avant de soumettre une proposition, d'assister à la conférence préparatoire aux propositions, si le RPAO en prévoit une. Mais participer à ce genre de réunion n'est pas obligatoire. Les représentants des candidats doivent contacter les responsables mentionnés dans le RPAO pour organiser une visite ou obtenir des renseignements complémentaires sur la conférence préparatoire. Les candidats doivent faire en sorte que ces responsables soient avisés de leur visite en temps voulu pour pouvoir prendre les dispositions appropriées.

1.5. Le Maître d'ouvrage fournit les informations spécifiées dans les termes de référence, aide le Prestataire à obtenir les licences et permis nécessaires à la prestation des services, et fournit les données et rapports afférents aux projets pertinents.

1.6. Veuillez noter que :

i. Les coûts de l'établissement de la proposition et de la négociation du contrat, y compris de la visite au maître d'ouvrage, ne sont pas considérés comme des coûts directs de la mission et ne sont donc pas remboursables ; et que

ii. L'Autorité contractante n'est nullement tenue d'accepter l'une quelconque des propositions qui auront été soumises.

1.7. Les Prestataires fournissent des conseils professionnels objectifs et impartiaux. En toutes circonstances ils défendent avant tout les intérêts du Maître d'ouvrage, sans faire entrer en ligne de compte l'éventualité d'une mission ultérieure, et qu'ils évitent scrupuleusement toute possibilité de conflit avec d'autres activités ou avec les intérêts de leur société. Les Prestataires ne doivent pas être engagés pour des missions qui seraient incompatibles avec leurs obligations présentes ou passées envers d'autres maîtres d'ouvrages, ou qui risqueraient de les mettre dans l'impossibilité d'exécuter leur tâche au mieux des intérêts du Maître d'ouvrage.

1.7.1. Sans préjudice du caractère général de cette règle, les Prestataires ne sont pas engagés dans les circonstances stipulées ci-après :

a. Aucune entreprise engagée par l'Autorité contractante pour fournir des biens ou réaliser des prestations pour un projet, ni aucune entreprise qui lui est affiliée, n'est admise à fournir des services de conseil pour le même projet. De la même manière, aucun bureau d'études engagé pour fournir des services de conseil en vue de la préparation ou de l'exécution d'un projet, ni aucune entreprise qui lui est affiliée, n'est admis ultérieurement à fournir des biens, réaliser des prestations, ou assurer des services liés à sa mission initiale pour le même projet (à moins qu'il ne s'agisse d'une continuation de cette mission);

b. Ni les Prestataires ni aucune des entreprises qui leur sont affiliées ne peuvent être engagés pour une mission qui, par sa nature, risque de s'avérer incompatible avec une autre de leurs missions.



1.7.2. Comme indiqué à l'alinéa (a) de la clause

1.7.1 Ci-dessus, des Prestataires peuvent être engagés pour assurer des activités en aval lorsqu'il est essentiel d'assurer une certaine continuité, auquel cas le RPAO doit faire état de cette possibilité et les critères utilisés dans la sélection du Prestataire doivent prendre en compte la probabilité d'une reconduction. Il appartiendra exclusivement au Maître d'ouvrage de décider de faire exécuter ou non des activités en aval et, dans l'affirmative, de déterminer quel Prestataire sera engagé à cette fin.

1.8. L'Autorité contractante exige des soumissionnaires et de ses cocontractants, qu'ils respectent les règles d'éthique professionnelle les plus strictes durant la passation et l'exécution de ces marchés. En vertu de ce principe, l'Autorité contractante :

Définit aux fins de cette clause, les expressions ci-dessous de la façon suivante :

i. Est coupable de "corruption" quiconque offre, donne, sollicite ou accepte un quelconque avantage en vue d'influencer l'action d'un agent public au cours de l'attribution ou de l'exécution d'un marché ;

ii. Se livre à des "mancœuvres frauduleuses" quiconque déforme ou dénature des faits afin d'influencer l'attribution ou l'exécution d'un marché ;

iii. "Pratiques collusives" désignent toute forme d'entente entre deux ou plusieurs soumissionnaires (que l'Autorité contractante en ait connaissance ou non) visant à maintenir artificiellement les prix des offres à des niveaux ne correspondant pas à ceux qui résulteraient du jeu de la concurrence ;

iv. "Pratiques coercitives" désignent toute forme d'atteinte aux personnes ou à leurs biens ou de menaces à leur encontre afin d'influencer leur action au cours de l'attribution ou de l'exécution d'un marché.

b. Rejettera une proposition d'attribution si elle détermine que l'attributaire proposé est, directement ou par l'intermédiaire d'un agent, coupable de corruption ou s'est livré à des manœuvres frauduleuses, des pratiques collusives ou coercitives pour l'attribution de ce marché.

1.9. Les candidats communiquent les renseignements sur les commissions et primes éventuellement réglées ou devant être réglées à des agents en rapport avec la présente proposition, et l'exécution du contrat s'il est attribué au candidat, comme demandé sur le formulaire de proposition financière (lettre de soumission).

1.10. Les candidats ne doivent pas avoir été déclarés exclus de toutes attributions de contrats pour corruption ou manœuvres frauduleuses.

2. Eclaircissements, modifications apportés au DAO et recours

2.1. Les candidats ont jusqu'à une date limite précisée dans le RPAO pour demander des éclaircissements sur l'un quelconque des documents du DAO. Toute demande d'éclaircissement doit être formulée par écrit, et expédiée par courrier, télécopie, ou courrier électronique à l'adresse de l'Autorité contractante avec copie au Maître d'ouvrage figurant sur le RPAO. L'Autorité contractante donne sa réponse par courrier, télécopie ou courrier électronique à tous les candidats destinataires de la lettre d'invitation et envoie des copies de la réponse (en y joignant une explication de la demande d'éclaircissement, sans en identifier l'origine) à tous ceux d'entre eux qui entendent soumettre des propositions.

2.2. A tout moment, avant la soumission des propositions, l'Autorité contractante peut, pour n'importe quelle raison, soit de sa propre initiative, soit en réponse à une demande d'éclaircissement d'un Candidat inviter à soumissionner, modifier l'un des documents du DAO au moyen d'un additif. Tout additif est publié par écrit sous la forme d'un addendum. Les addendums sont communiqués par courrier, télécopie ou courrier électronique à tous les candidats sollicités, et ont force obligatoire pour eux. L'Autorité contractante avec copie au Maître d'ouvrage peut, à sa convenance, reporter la date limite de remise des propositions.

2.3. Entre la publication de l'avis d'appel d'offres y compris la phase de pré-qualification des candidats, et l'ouverture des plis, tout soumissionnaire qui s'estime lésé dans la procédure de

passation des marchés publics peut introduire une requête auprès de l'Autorité contractante.

2.4. Le recours doit être adressé au Ministre chargé des marchés publics avec copies à l'Autorité contractante, à l'organisme chargé de la régulation des marchés publics et au Président de la Commission.

Il doit parvenir au plus tard Cinq (5) jours avant la date d'ouverture des offres.

2.5. L'Autorité contractante dispose de cinq (5) jours pour réagir. La copie de la réaction est transmise à l'organisme chargé de la régulation des marchés publics.

3. Etablissement des propositions

3.1. Les candidats sont tenus de soumettre une proposition rédigée dans la (les) langue(s) spécifiée(s) dans le RPAO.

Proposition technique

3.2. Lors de l'établissement de la proposition technique, les candidats sont censés examiner les documents constituant le présent dossier de Consultation en détail. L'insuffisance patente des renseignements fournis peut entraîner le rejet d'une proposition.

En établissant la proposition technique, les candidats doivent prêter particulièrement attention aux considérations suivantes :

i. Le Candidat qui estime ne pas posséder toutes les compétences nécessaires à la mission peut se les procurer en s'associant avec un ou plusieurs Candidat(s) individuel(s) et/ou d'autres candidats sous forme de co-entreprise ou de sous-traitance, en tant que de besoin. Les candidats ne peuvent s'associer avec les autres candidats sollicités en vue de cette mission qu'avec l'approbation de l'Autorité contractante, comme indiqué dans le RPAO. Les candidats sont encouragés à rechercher la participation de candidats nationaux en concluant des actes de coentreprise (actes notariés) avec eux ou en leur sous-traitant une partie de la mission ;

ii. Pour les missions reposant sur le temps de travail, l'estimation du temps de travail du personnel est fournie dans le RPAO. Cependant, la proposition doit se fonder sur l'estimation du temps de travail du personnel qui est faite par le Candidat ;

iii. Il est souhaitable que le personnel spécialisé proposé soit composé en majorité de salariés permanents du Candidat ou entretienne avec lui, de longue date une relation de travail stable ;

iv. Le personnel spécialisé proposé doit posséder au minimum l'expérience indiquée dans le RPAO, qu'il aura de préférence acquise dans des conditions de travail analogues à celles du pays où doit se dérouler la mission ;

v. Il ne peut être proposé un choix de personnel spécialisé, et il n'est autorisé de soumettre qu'un curriculum vitae (CV) par poste.

3.3. Les rapports que doivent produire les candidats dans le cadre de la présente mission doivent être rédigés dans la (les) langue(s) stipulée(s) dans le RPAO. Il est souhaitable que le personnel du Candidat ait une bonne connaissance pratique des langues française et anglaise ;

3.4. La proposition technique fournit les informations suivantes à l'aide des Tableaux joints

(Pièce 4) :

i. Une brève description du Candidat et un aperçu de son expérience récente dans le cadre de missions similaires (Tableau 4B). Pour chacune d'entre elles, ce résumé doit notamment indiquer les caractéristiques du personnel proposé, la durée de la mission, le montant du contrat et la part prise par le Candidat ;

ii. Toutes les observations ou suggestions éventuelles sur les termes de référence et les données, services et installations devant être fournis par l'Autorité contractante (Tableau 4C) ;

iii. Un descriptif de la méthodologie et du plan de travail proposés pour accomplir la mission (Tableau 4D) ;



- iv. La composition de l'équipe proposée, par spécialité, ainsi que les tâches qui sont confiées à chacun de ses membres et leur calendrier (Tableau 4E) ;
- v. Des curricula vitæ récemment signés par le personnel spécialisé proposé et le représentant du Candidat habilité à soumettre la proposition (Tableau 4F). Parmi les informations clés doivent figurer, pour chacun, le nombre d'années d'expérience du Candidat et l'étendue des responsabilités exercées dans le cadre de diverses missions au cours des dix (10) dernières années ;
- vi. Les estimations des apports de personnel (cadres et personnel d'appui, temps) nécessaire à l'accomplissement de la mission, justifiées par des diagrammes à barres indiquant le temps de travail prévu pour chaque cadre de l'équipe (Tableaux 4E et 4G) ;
- vii. Une description détaillée de la méthode, de la dotation en personnel et du suivi envisagés pour la formation, si le RPAO spécifie que celle-ci constitue un élément majeur de la mission ;
- viii. Toute autre information demandée dans le RPAO.

3.5 La proposition technique ne doit comporter aucune information financière.

Proposition financière

3.6. La proposition financière doit être établie au moyen des Tableaux types (Pièce 5). Elle énumère tous les coûts afférents à la mission. Si besoin est, toutes les charges peuvent être ventilées par activité.

3.7. La proposition financière doit présenter séparément les impôts, droits (y compris cotisations de sécurité sociale), taxes et autres charges fiscales applicables en vertu de la législation en vigueur sur les candidats, les sous-traitants et leur personnel (autre que les ressortissants ou résidents permanents du Cameroun), sauf indication contraire dans le RPAO.

3.8. Les candidats libelleront les prix de leurs services dans la (les)monnaie(s) spécifiée(s) dans le RPAO.

3.9. Les commissions et primes, éventuellement réglées ou devant être réglées par les candidats en rapport avec la mission, sont précisées dans la lettre de soumission de la proposition financière (Section 5.A).

3.10. Le RPAO indique combien de temps les propositions doivent demeurer valides à compter de la date de soumission. Pendant cette période, les candidats doivent garder à disposition le personnel spécialisé proposé pour la mission. L'Autorité contractante en rapport avec le Maître d'ouvrage fait tout son possible pour mener à bien les négociations dans ces délais. Si celui-ci souhaite prolonger la durée de validité des propositions, les candidats qui n'y consentent pas sont en droit de refuser une telle prolongation

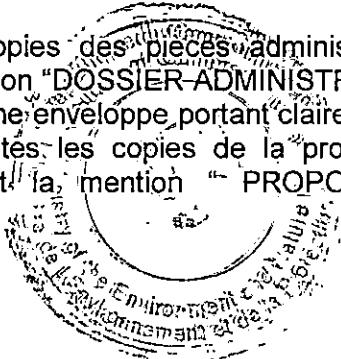
4. Soumission, réception et ouverture des propositions

4.1. L'original de la proposition doit être rédigé à l'encre indélébile. Il ne doit comporter aucun ajout entre les lignes ou surcharge sur le texte même, si ce n'est pour corriger les éventuelles erreurs du Candidat lui-même, toute correction de ce type devant alors être paraphée par le (les) signataire(s) des propositions.

4.2. Un représentant habilité du Candidat doit parapher toutes les pages de la proposition. Son habilitation est confirmée par une procuration écrite jointe aux propositions.

4.3. Pour chaque proposition, les candidats doivent préparer le nombre d'exemplaires indiqué dans le RPAO. Chaque proposition technique et financière doit porter la mention " ORIGINAL " ou " COPIE ", selon le cas. En cas de différence entre les exemplaires des propositions, c'est l'original qui fait foi.

4.4. Les candidats doivent placer l'original et toutes les copies des pièces administratives énumérées dans le RPAO, dans une enveloppe portant la mention " DOSSIER ADMINISTRATIF ", l'original et toutes les copies de la proposition technique dans une enveloppe portant clairement la mention " PROPOSITION TECHNIQUE ", et l'original et toutes les copies de la proposition financière, dans une enveloppe scellée portant clairement la mention " PROPOSITION



FINANCIERE " et l'avertissement " NE PAS OUVRIR EN MEME TEMPS QUE LA PROPOSITION TECHNIQUE". Les candidats placent ensuite ces trois enveloppes dans une même enveloppe cachetée, laquelle porte l'adresse du lieu de dépôt des soumissions et les renseignements indiqués dans le RPAO, ainsi que la mention " A N'OUVRIR QU'EN SEANCE DE DEPOUILLEMENT".

4.5. La Caution de Soumission peut être saisie :

- a. Si le Soumissionnaire retire son offre durant la période de validité ;
- b. Si, le soumissionnaire retenu :
 - i. manque à son obligation de souscrire le marché, ou
 - ii. manque à son obligation de fournir le cautionnement définitif en application de l'article 11 du RGAO ;
 - iii. refuse de recevoir notification du marché

4.6. Le dossier administratif, la proposition technique et la proposition financière dûment établis doivent être remis à l'adresse indiquée au plus tard à la date et à l'heure figurant dans le RPAO. Toute proposition reçue après l'heure limite de soumission des propositions est retournée à l'expéditeur sans avoir été ouverte.

4.7. Dès que l'heure limite de remise des propositions est passée, les dossiers administratif et technique sont ouverts par la Commission de passation des marchés. La proposition financière reste cachetée et est confiée au Président de la Commission de passation des marchés compétente qui la conserve jusqu'à la séance d'ouverture des propositions financières.

5. Evaluation des propositions

Généralités

5.1. Les soumissionnaires ne contacteront pas les membres de la Commission des marchés et de la Sous-commission pour des questions ayant trait à leurs offres, entre l'ouverture des plis et l'attribution du marché.

5.2. Toute tentative faite par un soumissionnaire pour influencer les propositions de la Commission des marchés, relatives à l'évaluation et la comparaison des offres ou les décisions de l'Autorité contractante vue de l'attribution d'un marché, pourra entraîner le rejet de son offre.

Evaluation des propositions techniques

5.3. La Sous-commission d'analyse mise en place par la Commission de passation des marchés évalue les propositions techniques sur la base de leur conformité aux termes de référence, à l'aide des critères d'évaluation, des sous- critères (en règle générale, pas plus de trois par critère) et du système de points spécifiés dans le RPAO. Chaque proposition conforme se voit attribuer un score technique (St). Une proposition est rejetée à ce stade si elle ne satisfait pas à des aspects importants des termes de référence, ou n'atteint pas le score technique minimum spécifié dans le RPAO.

5.4. A l'issue de l'évaluation de la qualité technique, l'Autorité contractante avise les candidats dont les propositions n'ont pas obtenu la note de qualification minimum, que leurs offres n'ont pas été retenues ; leurs propositions financières leur seront donc restituées sur demande, sans avoir été ouvertes à l'issue du processus de sélection. L'Autorité contractante dans le même temps, avise les candidats qui ont obtenu la note de qualification minimum, et leur indique la date, l'heure et le lieu d'ouverture des propositions financières. Cette notification peut être adressée par courrier recommandé, télécopie ou courrier électronique.

Ouverture et évaluation des propositions financières et recours

5.6. Les propositions financières sont ouvertes par la Commission de passation des marchés, en présence des représentants des candidats qui désirent y assister. Le nom du candidat et les prix proposés sont lus à haute voix et consignés par écrit lors de l'ouverture des propositions financières. L'Autorité contractante dresse un procès-verbal de la séance.

5.7. A la fin de chaque séance d'ouverture des plis, le Président de la Commission met



immédiatement à la disposition du point focal désigné par l'ARMP, une copie paraphée des offres des soumissionnaires.

5.8. En cas de recours, il doit être adressé au Ministre chargé des marchés publics avec copies à l'organisme chargé de la régulation des marchés publics et au Maître d'ouvrage ou au Maître d'ouvrage Délégué.

Il doit parvenir dans un délai maximum de trois (3) jours ouvrables après l'ouverture des plis, sous la forme d'une lettre à laquelle est obligatoirement joint un feuillet de la fiche de recours dûment signée par le requérant et, éventuellement, par le Président de la Commission de passation des marchés.

L'Observateur indépendant annexe à son rapport, le feuillet qui lui a été remis, assorti des commentaires ou des observations y afférents.

5.9. La Sous-commission d'analyse établit si les propositions financières sont complètes (c'est-à-dire si tous les éléments de la proposition technique correspondante ont été chiffrés ; corrige toute erreur de calcul, et convertit les prix exprimés en diverses monnaies en francs CFA. Les cours de vente officiels utilisés à cet effet, fournis par la BEAC, sont ceux en vigueur à la date limite de dépôt des propositions. L'évaluation est faite sans tenir compte des impôts, droits, taxes et autres charges fiscales tels que définis au paragraphe 3.7.

5.10. En cas de sélection qualité coût, la proposition financière conforme la moins disante (Fm) reçoit un score financier (Sf) de 100 points. Les scores financiers (Sf) des autres propositions financières sont calculés comme indiqué dans le RPAO. Les propositions sont classées en fonction de leurs Scores technique (St) et financier (Sf) combinés après introduction de pondérations (T étant le poids attribué à la proposition technique et P le poids accordé à la proposition financière ; T + P étant égal à 100, comme indiqué dans le RPAO. Le Candidat ayant obtenu le score technique et financier combiné le plus élevé est invité à des négociations comme potentiel attributaire du marché

5.11. En cas de sélection dans le cadre d'un budget déterminé, la Sous-commission d'analyse retient le Consultant ayant remis la proposition technique la mieux classée dans les limites du budget (« prix évalué »). Les propositions dépassant ce budget sont rejetées. En cas de sélection au moindre coût, l'Autorité contractante retient la proposition la moins disante (« prix évalué ») parmi celles qui ont obtenu le score technique minimum requis. Dans les deux cas, le Consultant sélectionné est invité à des négociations.

6. Négociations

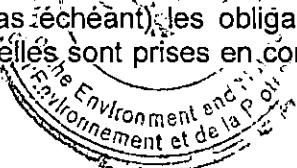
6.1. Les négociations auront lieu à l'adresse indiquée dans le RPAO, entre l'Autorité contractante et/ou le Maître d'ouvrage et le Candidat dont la proposition est retenue, l'objectif étant de parvenir à un accord sur tous les points et de signer un contrat.

En aucun cas des négociations ne peuvent être conduites avec plus d'un Candidat à la fois.

Ces négociations, qui ne doivent pas porter sur les prix unitaires, sont sanctionnées par un procès-verbal signé par les deux parties.

6.2. Les négociations comportent une discussion de la proposition technique, de la méthodologie proposée (plan de travail), de la dotation en personnel et de toute suggestion faite par le Candidat pour améliorer les termes de référence. L'Autorité contractante et/ou le Maître d'ouvrage et le Candidat mettent ensuite au point les termes de référence finaux, la dotation en personnel, et les diagrammes à barres indiquant les activités, le personnel utilisé, et le temps passé sur le terrain et au siège, le temps de travail en mois, les aspects logistiques et les conditions d'établissement des rapports. Le plan de travail et les termes de référence finaux qui ont été convenus sont ensuite intégrés à la « description des services », qui fait partie du contrat. Il faut veiller tout particulièrement à obtenir du Candidat retenu le maximum qu'il puisse offrir dans les limites du budget disponible, et à définir clairement les informations que le Maître d'ouvrage doit fournir pour assurer la bonne exécution de la mission.

6.3. Les négociations financières visent notamment à préciser (le cas échéant) les obligations fiscales du Candidat en République du Cameroun, et la manière dont elles sont prises en compte



dans le contrat ; elles intègrent aussi les modifications techniques convenues au coût des services. Sauf circonstances exceptionnelles, les négociations financières ne portent ni sur les taux de rémunération du personnel (pas de décomposition de ces taux), ni sur d'autres taux unitaires quel que soit le mode de sélection.

6.4. Ayant fondé son choix du Candidat, entre autres, sur une évaluation du personnel spécialisé proposé, l'Autorité contractante entend négocier le contrat sur la base des experts dont le nom figure dans la proposition. Préalablement à la négociation du contrat, l'Autorité contractante exige l'assurance que ces experts soient effectivement disponibles. Elle ne prend en considération aucun remplacement de ce personnel durant les négociations, à moins que les deux parties ne conviennent que ce remplacement a été rendu inévitable par un trop grand retard du processus de sélection, ou que ces remplacements sont indispensables à la réalisation des objectifs de la mission. Si tel n'est pas le cas, et s'il est établi que le Candidat a proposé une personne clé sans s'être assuré de sa disponibilité, la société peut être disqualifiée.

6.5. Les négociations s'achèvent par un examen du projet de contrat. En conclusion des négociations, l'Autorité contractante et le Candidat paraphent le contrat convenu. Si les négociations échouent, l'Autorité contractante invite le Candidat dont la proposition a été classée en deuxième position à des négociations.

7. Attributions du contrat

7.1 Une fois les négociations menées à bien, L'Autorité contractante attribue et publie les résultats.

7.2 Le Candidat est censé commencer sa mission à la date et au lieu spécifiés dans le RPAO.

8. Publication des résultats d'attribution et recours

8.1. L'Autorité contractante communique à tout soumissionnaire ou administration concernée, sur requête à lui adressée dans un délai maximal de cinq (5) jours après la publication des résultats d'attribution, le rapport de l'Observateur indépendant ainsi que le procès-verbal de la séance d'attribution du marché y relatif auquel est annexé le rapport d'analyse des offres.

8.2. L'Autorité contractante est tenue de communiquer les motifs de rejet des offres des soumissionnaires concernés qui en font la demande.

8.3. Après la publication du résultat de l'attribution, les offres non retirées dans un délai maximal de quinze (15) jours seront détruites, sans qu'il y ait lieu à réclamation, à l'exception de l'exemplaire destiné à l'organisme chargé de la régulation des marchés publics.

8.4. En cas de recours tel que prévu par le Code des marchés publics, il doit être adressé au Ministre en charge des marchés publics avec copies à l'organisme chargé de la régulation des marchés publics et au Maître d'ouvrage ou au Maître d'ouvrage Délégué et au Président de la Commission.

Il doit intervenir dans un délai maximum de six (6) jours ouvrables après la publication des résultats.

9. Confidentialité

Aucun renseignement concernant l'évaluation des propositions et les recommandations d'attribution ne doit être communiqué aux candidats ayant soumis une proposition ou à toute autre personne n'ayant pas qualité pour participer à la procédure de sélection, tant que l'attribution du contrat n'a pas été notifiée au Candidat gagnant.

10. Signature du marché

10.1. Après publication des résultats, le projet de marché souscrit par l'attributaire est soumis à la Commission de passation des marchés concernée pour examen et adoption.

10.2. L'Autorité contractante dispose d'un délai de sept (7) jours pour la signature du marché, à compter de la date de réception du projet de marché adopté par la Commission des marchés compétente et souscrit par l'attributaire.

10.3. Le marché doit être notifié à son titulaire dans les cinq (5) jours qui suivent la date de sa signature.



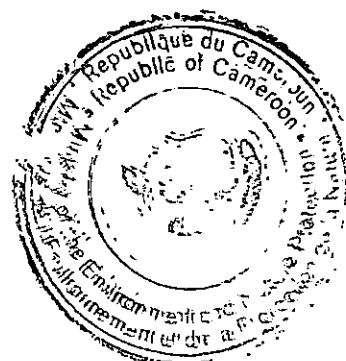
11. Cautionnement définitif

11.1. Dans les vingt (20) jours suivant la notification du marché par l'Autorité contractante le Prestataire fournira au Maître d'ouvrage un Cautionnement définitif, sous la forme stipulée dans le RPAO, conformément au modèle fourni dans le dossier d'appel d'offres.

11.2. Le cautionnement dont le taux varie entre 2 et 5% du montant du marché, peut être remplacé par la garantie d'une caution d'un établissement bancaire agréé conformément aux textes en vigueur, et émise au profit du Maître d'ouvrage ou par une caution personnelle et solidaire.

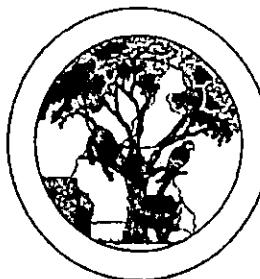
11.3. Les petites et moyennes entreprises (PME) à capitaux et dirigeants nationaux peuvent produire à la place du cautionnement, soit une hypothèque légale, soit une caution d'un établissement bancaire ou d'un organisme financier agréé de premier rang conformément aux textes en vigueur.

11.4. L'absence de production du cautionnement définitif dans les délais prescrits est susceptible de donner lieu à la résiliation du marché dans les conditions prévues dans le CCAG.



REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix – Travail – Patrie

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT,
DE LA PROTECTION DE LA NATURE
ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE



REPUBLIC OF CAMEROON
Peace – Work – Fatherland

MINISTRY OF ENVIRONMENT,
PROTECTION OF NATURE AND
SUSTAINABLE DEVELOPMENT

COMMISSION INTERNE DE PASSATION DES MARCHES
INTERNAL TENDERS' BOARD

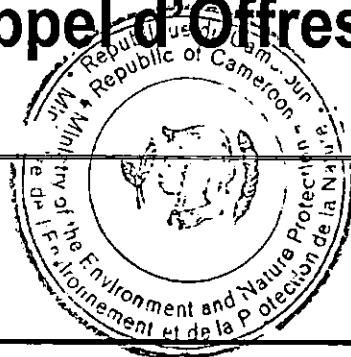
APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT (AONR)

N° 00018 /AONR/MINEPDED/CIPM/2023 DU 8 SEPTEMBRE 2023
POUR LE RECRUTEMENT EN PROCEDURE D'URGENCE D'UN CONSULTANT EN
VUE DE LA REVISION DU PROGRAMME – PAYS, ELABORER LE PROGRAMME
NATIONAL EN TERME D'ADAPTATION ET D'ATTENUATION AUX
CHANGEMENTS CLIMATIQUES

FINANCEMENT : COMPTE D'AFFECTATION SPECIALE

EXERCICE 2023

Pièce n°4 :
Règlement Particulier de l'Appel d'Offres
(RPAO)



REGLEMENT PARTICULIER DE L'APPEL D'OFFRES (RPAO)

REFEREN CES DU RGAO	DONNEES PARTICULIERES
1.1	<p>Nom du Maître d'ouvrage bénéficiaire des prestations : Ministre de l'Environnement, de la Protection de la Nature et du Développement durable.</p> <p>Mode de sélection: Qualité–coût</p>
1.2	<p>Nom, objectifs et description de la mission : L'objectif principal de cette activité est la révision du document Programme-pays. Plus spécifiquement, il s'agira :</p> <ul style="list-style-type: none"> - D'élaborer le programme d'action national pour le climat en terme d'adaptation et d'atténuation sur la base des engagements pris par le Cameroun dans sa Contribution Déterminée au niveau National révisée, des politiques de développement nationale et sectorielle mise à jour ; - D'établir les priorités de programmation nationales et le pipeline de projets en faisant ressortir les programmes prioritaires ; - De renforcer le processus d'engagement multipartite en reconstituant et de facilitant les dialogues de haut niveau entre toutes les parties prenantes ; - De déterminer les besoins institutionnels pour le renforcement des capacités afin d'identifier, concevoir et de mettre en œuvre des interventions climatiques transformationnelles. <p>Le détail des prestations figure dans les termes de référence du présent dossier d'appel d'offres (DAO).</p>
2.1	<p>Les demandes d'éclaircissement doivent être expédiées à l'adresse suivante : Monsieur le Ministre de l'Environnement, de la Protection de la Nature et du Développement durable, 7^{ème} étage de l'Immeuble ministériel n°2, porte 734 avec copie avancée au Chef de service des marchés situé au 7^{ème} étage du même bâtiment, porte 704.</p>
3.1	<p>Les propositions doivent être soumises dans l'une des langues suivantes : Le français ou l'anglais</p>
3.2.	<p>Le Soumissionnaire doit établir qu'il dispose en son sein : un Bureau d'études ou Consultant disposant des profils suivants : un diplôme universitaire de niveau BACC + 5 dans l'un des domaines suivants : sciences de l'environnement, sciences forestières.</p>
3.3	<p>Langue (s) de rédaction des rapports afférents à la mission: le français ou l'anglais.</p>
3.4	<p>La proposition technique fournit les informations suivantes à l'aide des tableaux joints (Pièce7) :</p> <p>1) Une brève description du Soumissionnaire et un aperçu de son expérience récente dans le cadre de missions similaires (Tableau7B). Pour chacune d'entre elles, ce résumé doit notamment indiquer les caractéristiques du personnel proposé, la durée de la</p>

	<p>mission, le montant du contrat et la part prise par le Soumissionnaire ;</p> <p>2) Toutes les observations ou suggestions éventuelles sur les termes de référence et les données, services et installations devant être fournis par l'Autorité contractante (Tableau7C);</p> <p>3) Un descriptif de la méthodologie et du plan de travail proposés pour accomplir la mission (Tableau7D);</p> <p>4) La composition de l'équipe proposée, par spécialité, ainsi que les tâches qui sont confiées à chacun de ses membres et leur calendrier (Tableau7E);</p> <p>5) Des curricula vitæ signés à une date postérieure à la date de publication de l'avis d'appel d'offres par le personnel spécialisé proposé et le représentant du Soumissionnaire habilité à soumettre la proposition (Tableau 7F). Parmi les informations clés doivent figurer, pour chacun, le nombre d'années d'expérience du Soumissionnaire et l'étendue des responsabilités exercées dans le cadre de diverses missions au cours des dix (10) dernières années.</p> <p>6) Les estimations des apports de personnel (cadres et personnel d'appui, temps) nécessaire à l'accomplissement de la mission, justifiées par des diagrammes à barres indiquant le temps de travail prévu pour chaque cadre de l'équipe (Tableaux7Eet7G).</p>
3.5	La proposition technique ne doit comporter aucune information financière.

Proposition financière

3.6	<p>La proposition financière doit être établie au moyen des Tableaux de la pièce n°8 composée des pièces suivantes :</p> <p>8A : La lettre de soumission de la proposition financière ;</p> <p>8B : Le bordereau des prix unitaires ;</p> <p>8C : Le cadre du détail estimatif et quantitatif ;</p> <p>8D : Le sous-détail des prix et/ou la décomposition des prix forfaitaires le cas échéant</p>
3.8	Les soumissionnaires libelleront les prix de leurs services en francs CFA.
3.10	Les propositions doivent demeurer valides quatre-vingt-dix (90) jours après la date de soumission.
4.2	Le représentant habilité de la structure devra parapheer toutes les pages de la proposition financière. Son habilitation devra être confirmée par une procuration écrite et jointe dans la proposition.
4.3	<p>Les soumissionnaires doivent soumettre un (1) original et six (6) copies de chaque proposition.</p> <p>Chaque proposition (technique, financière et administrative) doit porter la mention "ORIGINAL" sur le document comportant les pièces originales et "COPIE" sur les copies du document concerné. En cas de différence entre les exemplaires des propositions, l'original fera foi.</p> <p>Les termes de références, les propositions techniques et financières doivent être paraphées sur toutes les pages et signées à leur dernière page</p>
4.4	<p>Adresse de soumission des propositions à porter sur l'enveloppe extérieure :</p> <p>Ministère de l'Environnement, de la Protection de la Nature et du Développement durable</p> <p style="text-align: center;">AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT (AONR)</p> <p style="text-align: center;">N° _____ /AONR/MINEPDED/CIPM/2023 DU 8 SEPTEMBRE 2023</p> <p style="text-align: center;">POUR LE RECRUTEMENT EN PROCEDURE D'URGENCE D'UN CONSULTANT EN VUE DE LA REVISION DU PROGRAMME – PAYS, ELABORER LE PROGRAMME</p>



NATIONAL EN TERME D'ADAPTATION ET D'ATTENUATION AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES
« A N'OUVRIR QU'EN SEANCE DE DEPOUILLEMENT »

Volume1 : Le dossier administratif contiendra les pièces suivantes:

- 1) L'accord de groupement, le cas échéant ;
- 2) Le pouvoir de signature, le cas échéant ;
- 3) Une attestation de non-faillite établie par le Tribunal de première instance datant de moins de trois (3) mois précédent la date de remise des offres ;
- 4) Une attestation de domiciliation bancaire du Soumissionnaire, délivrée par une banque agréée par le Ministère chargé des Finances ;
- 5) La quittance d'achat du dossier d'appel d'offres ;
- 6) La caution de soumission (suivant modèle joint) d'un montant de six cent mille (600 000) de francs CFA et d'une durée de validité de quatre-vingt-dix (90) jours à compter de la date limite fixée pour de dépôt des offres ;
- 7) Une attestation de non exclusion des marchés publics délivrée par l'Agence de régulation des marchés publics (ARMP) ;
- 8) Une attestation en cours de validité délivrée par la Caisse nationale de prévoyance sociale certifiant que le Soumissionnaire a satisfait à ses obligations vis-à-vis de ladite Caisse ;
- 9) L'attestation de non redevance délivrée par l'autorité compétente de l'administration fiscale, certifiant que le Soumissionnaire a effectué les déclarations réglementaires en matière d'impôts pour l'exercice en cours, datant de moins de trois mois.

En cas de groupement, chaque membre du groupement doit présenter un dossier administratif complet ; les pièces 4, 5 et 6 étant uniquement présentées par le mandataire du groupement.

Volume2: Le dossier technique contiendra les pièces ci-après:

- 1) Une brève description du Soumissionnaire et un aperçu de son expérience dans le cadre de missions similaires (Tableau3B). Pour chacune d'entre elles, ce résumé doit notamment indiquer les caractéristiques du personnel proposé, la durée de la mission, le montant du contrat et la part prise par le Soumissionnaire ;
- 2) Toutes observations ou suggestions éventuelles sur les termes de référence et les données, services et installations devant être fournis par le Maître d'ouvrage (Tableau3C) ;
- 3) Un descriptif de la méthodologie et du plan de travail proposés pour accomplir la mission (Tableau3D) ;
- 4) La composition de l'équipe proposée, par spécialité, ainsi que les tâches qui sont confiées à chacun de ses membres et leur calendrier (Tableau3E) ;
- 5) Des curricula vitæ signés, à une date postérieure à la date de publication de l'avis d'appel d'offres, par le personnel spécialisé proposé et le représentant du Soumissionnaire habilité à soumettre la proposition (Tableau3F). Parmi les informations clés doivent figurer, pour chacun, le nombre d'années d'expérience et l'étendue des responsabilités exercées dans le cadre de diverses missions effectuées.
- 6) Les estimations des apports de personnel (cadres et personnel d'appui, temps nécessaire à l'accomplissement de la mission) justifiées par des diagrammes à barres indiquant le temps de travail prévu pour chaque cadre de l'équipe (Tableaux 3E et 3G) ;
- 7) Une description détaillée de la méthode, de la dotation en personnel et du suivi envisagés pour la formation ;

8) Toute autre information demandée dans le cadre du présent RPAO.
NB : *La proposition technique ne doit comporter aucune information financière.*

Volume3: La proposition financière contiendra les pièces ci-après:

- 1) La soumission proprement dite, en original, rédigée selon le modèle joint, timbrée au tarif en vigueur, signée et datée ;
- 2) Le bordereau des prix unitaires dûment rempli ;
- 3) Le détail quantitatif et estimatif dûment rempli ;
- 4) Le sous-détail des prix et/ou la décomposition des prix forfaitaires le cas échéant.

Le soumissionnaire soumettra en plus du nombre d'offres financières requises une offre financière témoin scellée qui sera remis à l'organisme chargé de Régulation des Marchés Publics le jour de l'ouverture des offres techniques.

N.B: Les différentes parties d'un même dossier ou offre doivent obligatoirement être séparées par les intercalaires de couleur autre que le blanc, aussi bien dans l'original que dans les copies, de manière à en faciliter l'examen.

Les offres doivent être soumises au plus tard le **28 septembre 2023** à 14 heures précises au Ministère de l'Environnement, de la Protection de la Nature et du Développement durable sis à l'Immeuble ministériel n°2, 7ème étage, portes 704 ou 708, dès publication de l'avis d'appel d'offres au Journal des marchés ou dans Cameroon Tribune et COLEPS.

L'ouverture des pièces administratives et techniques des offres se fera le **28 septembre 2023** à 15 heures, par la Commission Interne de Passation des Marchés du MINEPDED siégeant à l'occasion, dans la salle de conférence de la Brigade des Inspections Environnementales sise à la montée Ane Rouge

Tout complément d'information à l'Autorité contractante doit être envoyé à l'adresse suivante : **Ministère de l'Environnement, de la Protection de la Nature et du Développement durable sis à l'Immeuble ministériel n°2, 7ème étage, portes 704 ou 708.**

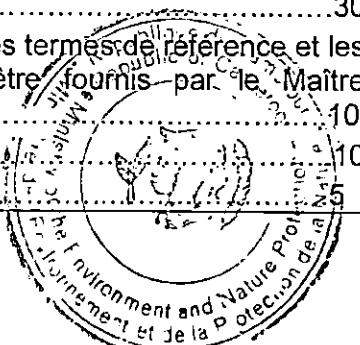
LES CRITERES D'EVALUATION SONT LES SUIVANTS :

Critères éliminatoires

- 1) Absence de la caution de soumission ;
- 2) Absence ou non-conformité d'une pièce administrative après le délai de 48 heures accordé par la Commission de passation des marchés ;
- 3) Fausse déclaration ou présence de pièce falsifiée dans les offres du Soumissionnaire ;
- 4) Absence de la déclaration sur l'honneur attestant que le Soumissionnaire n'a pas abandonné un marché au cours des trois dernières années ;
- 5) Présence d'une information financière dans la proposition technique ;
- 6) Note technique (critères essentiels) inférieure à 70/100.

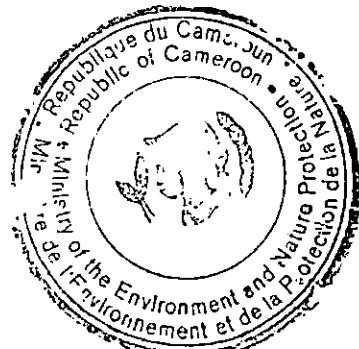
Critères essentiels

1. Compréhension de la mission, 30
 - a. Observations ou suggestions éventuelles sur les termes de référence et les données, services et installations devant être fournis par le Maître d'ouvrage 10
 - b. Description de la méthodologie 10
 - c. Plan de travail 5



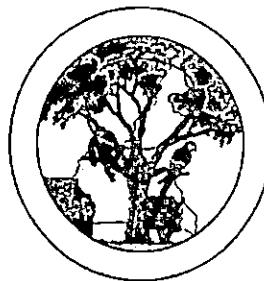
	<p>d. Adéquation du plan de travail, chronogramme de réalisation et organisation des experts dans leurs interventions.....5</p> <p>2. Expérience du cabinet (personne morale)20</p> <p>3. Qualifications et expériences du personnel clé pour la mission.....50</p> <p>NB : Les détails des qualifications et expériences requises sont contenus dans les termes de référence de la mission.</p> <p>Le score technique (St) minimum requis est de 70/100.</p> <p>La formule utilisée pour établir les scores financiers est la suivante :</p> <p>Soit :</p> <p>$S_f = \text{score financier} ;$</p> <p>$F_m = \text{proposition la moins disante} ;$</p> <p>$F = \text{montant de la proposition considérée (c'est-à-dire de l'entreprise dont on est entrain de faire le calcul)}$</p> <p>La formule pour la combinaison des scores technique et financier est :</p> <p>$S = St \times T + S_f \times F$</p> <p>Où $S_f = 100 \times F_m/F$.</p> <p>Les poids respectifs attribués aux propositions technique et financière sont:</p> <p>$T = 0,7$ et $F = 0,3$</p> <p>La sous-commission aux rectifications des erreurs de calcul éventuelles conformément au point 5 du règlement général de l'appel d'offres (RGAO).</p>
--	---

7	<p><u>ATTRIBUTION DU CONTRAT</u></p> <p>7.1 Une fois les négociations menées à bien, le Maître d'ouvrage attribue et publie les résultats.</p> <p>7.2 Le Soumissionnaire est censé commencer sa mission dès notification de l'ordre de service de démarrage des prestations.</p>
---	---



REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix - Travail - Patrie

MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT,
DE LA PROTECTION DE LA NATURE
ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE



REPUBLIC OF CAMEROON
Peace - Work - Fatherland

MINISTRY OF ENVIRONMENT,
PROTECTION OF NATURE AND
SUSTAINABLE DEVELOPMENT

COMMISSION INTERNE DE PASSATION DES MARCHES
INTERNAL TENDERS' BOARD

APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT (AONR)

N° 00018 /AONR/MINEPDED/CIPM/2023 DU _____
POUR LE RECRUTEMENT EN PROCEDURE D'URGENCE D'UN CONSULTANT EN
VUE DE LA REVISION DU PROGRAMME – PAYS, ELABORER LE PROGRAMME
NATIONAL EN TERME D'ADAPTATION ET D'ATTENUATION AUX
CHANGEMENTS CLIMATIQUES

FINANCEMENT : COMPTE D'AFFECTATION SPECIALE

EXERCICE 2023

Pièce n°5 :
Cahier des clauses administratives
particulières (CCAP)

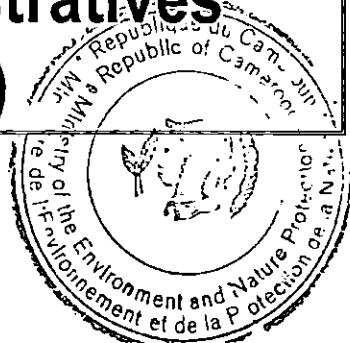
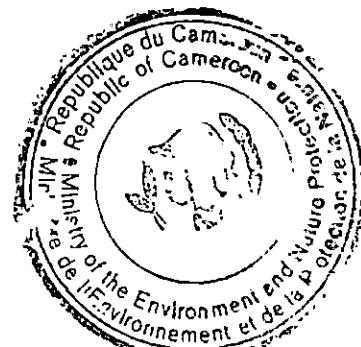


TABLE DES MATIERES

ARTICLE 1 : OBJET DE LA LETTRE COMMANDE	31
Article 2 : procédure du marché.....	30
Article3 : Définitions et attributions.....	30
Article4 : Langue, loi et réglementation applicables.....	30
ARTICLE5 : PIECES CONSTITUTIVES DE LA LETTRE COMMANDE.....	32
ARTICLE 6: TEXTES GENERAUX APPLICABLES.....	32
ARTICLE7: COMMUNICATION.....	34
Article 8: Ordres de service.....	33
ARTICLE 9: MATERIEL ET PERSONNEL DU COCONTRACTANT.....	34
CHAPITRE II: CLAUSES FINANCIERES.....	35
ARTICLE 10 : CAUTIONNEMENT DEFINITIF	35
ARTICLE 11 : MONTANT DE LA LETTRE COMMANDE.....	35
ARTICLE12: LIEU ET MODE DE PAIEMENT.....	35
ARTICLE 13 : VARIATION DES PRIX.....	35
Article14 : Intérêts moratoires.....	34
ARTICLE15: PENALITES DE RETARD.....	35
Article16:Régimefiscaletdouanier.....	35
ARTICLE 17 : TIMBRES ET ENREGISTREMENT DE LA LETTRE COMMANDE	36
CHAPITRE III: EXECUTION DES PRESTATIONS.....	36
ARTICLE 18 : DELAIS D'EXECUTION DE LA LETTRE COMMANDE	36
ARTICLE 19 : OBLIGATIONS DU MAITRE D'OUVRAGE.....	36
ARTICLE 20 : OBLIGATIONS DU COCONTRACTANT	36
ARTICLE 21 : ASSURANCES	37
ARTICLE 22 : PROGRAMME D'EXECUTION.....	37
ARTICLE 23 : AGREMENTS DU PERSONNEL	37
ARTICLE 24 : SOUS-TRAITANCE	37
CHAPITRE IV : DE LA RECETTE	37
ARTICLE 25 : COMMISSION DE SUIVI ET DE RECETTE	37
ARTICLE 26 : RECETTE DES PRESTATIONS.....	38
ARTICLE 27 : CAS DE FORCE MAJEURE	39
ARTICLE 28 : RESILIATION DE LA LETTRE COMMANDE.....	39
ARTICLE 29 : DIFFERENDS ET LITIGES	39
ARTICLE 30 : EDITION ET DIFFUSION DE LA LETTRE COMMANDE.....	39
ARTICLE 31 ET DERNIER : ENTREE EN VIGUEUR DE LA LETTRE COMMANDE.....	39



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

Chapitre I : Généralités

Article 1 : Objet de la Lettre Commande

L'objectif principal de cette activité est la révision du document Programme-pays. Plus spécifiquement, il s'agira :

- D'élaborer le programme d'action national pour le climat en terme d'adaptation et d'atténuation sur la base des engagements pris par le Cameroun dans sa Contribution Déterminée au niveau National révisée, des politiques de développement nationale et sectorielle mise à jour ;
- D'établir les priorités de programmation nationales et le pipeline de projets en faisant ressortir les programmes prioritaires ;
- De renforcer le processus d'engagement multipartite en reconstituant et de facilitant les dialogues de haut niveau entre toutes les parties prenantes ;
- De déterminer les besoins institutionnels pour le renforcement des capacités afin d'identifier, concevoir et de mettre en œuvre des interventions climatiques transformationnelles.

Article 2 : procédure du marché

La présente Lettre Commande est passée par appel d'offres national ouvert n° _____/AONR/MINEPDED/CIPM/2023 du _____.

Article 3 : Définitions et attributions

3.1. Définitions générales

L'Autorité contractante est le Ministre de l'Environnement, de la Protection de la Nature et du Développement durable.

L'Autorité en charge du contrôle de l'effectivité de la réalisation des prestations est le Ministre Délégué à la Présidence de la République chargé des Marchés publics.

Le Maître d'ouvrage est le Ministre de l'Environnement, de la Protection de la Nature et du Développement durable.

Le Chef de service du marché est le Secrétaire Général du MINEPDED ;

L'ingénieur du marché est le Chargé d'Etude Assistant N°1 à la Cellule de Suivi du MINEPDED ;

Le Cocontractant a pour mission d'assurer sous sa responsabilité, les prestations conformément aux règles et normes en vigueur en République du Cameroun. Il est responsable de l'ensemble des prestations relatives au contrat.

3.2. Nantissement

Le responsable chargé de l'ordonnancement et de la liquidation des dépenses est le Ministre de l'Environnement, de la Protection de la Nature et du Développement durable.

Le responsable chargé de l'ordonnancement est le Ministre de l'Environnement, de la Protection de la Nature et du Développement durable.

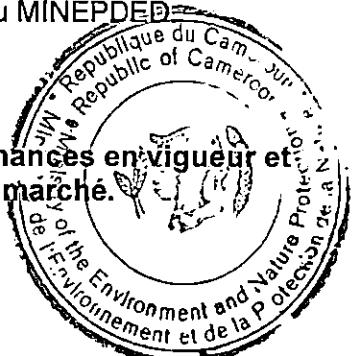
Le responsable chargé du paiement est l'Agent Comptable du Fonds Spécial de l'Environnement ;

Le responsable compétent pour fournir les renseignements au titre de l'exécution de la présente lettre commande est le Chargé d'Etude Assistant N°1 à la Cellule de Suivi du MINEPDED.

Article 4 : Langue, loi et réglementation applicables

4.1. La langue utilisée est le français ou l'anglais.

4.2. Le Cocontractant s'engage à observer les lois, règlements, ordonnances en vigueur et ce, aussi bien dans sa propre organisation que dans l'exécution du marché.



Si ces règlements, lois et dispositions administratives et fiscales en vigueur à la date de signature du présent marché venaient à être modifiés après sa signature, les coûts éventuels qui en découleraient directement seraient pris en compte sans gain ni perte pour chaque partie.

Article 5 : Pièces constitutives de la Lettre Commande

Les pièces contractuelles constitutives de la présente Lettre Commande sont, par ordre de priorité :

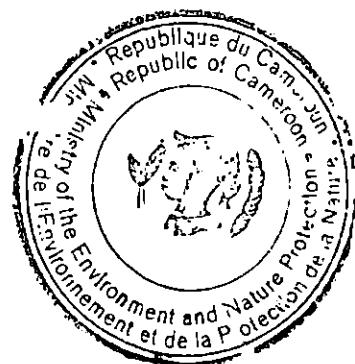
- 1) La lettre de soumission ;
- 2) La soumission du Cocontractant et ses annexes dans toutes les dispositions non contraires au cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et aux termes de références (TdR) ;
- 3) Le cahier des clauses administratives particulières(CCAP);
- 4) Les termes de références ;
- 5) Les éléments propres à la détermination du montant du marché tel que, par ordre de priorité, les bordereaux des prix unitaires, le détail quantitatif et estimatif, et le sous-détail des prix unitaires ;
- 6) Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles mis en vigueur par arrêté n° 033 du 13 février 2007 ;
- 7) Les normes en vigueurs.

Article 6: Textes généraux applicables

La présente Lettre Commande est soumise aux textes généraux ci-après :

- Loi N°096/12 du 5 août 1996 portant loi cadre relative à la gestion de l'environnement ;
- Loi N° 2018/012 du 11 juillet 2018 portant Régime Financier de l'Etat et des autres entités publiques;
- Loi n°2022/022 du 27 décembre 2022 portant loi de finances de la République du Cameroun pour l'exercice 2023 ;
- Loi 74/18 du 05 décembre 1974 relative au contrôle des ordonnateurs, gestionnaires et gérant des crédits publics et des entreprises d'Etat telle que modifiée et complétée par la loi N°76/4 du 08 juillet 1976 ;
- Décret n°2003/651/PM du 16 avril 2003 fixant les modalités d'application du régime Fiscal et douanier des marchés publics ;
- Décret n°2018/336 du 20 juin 2018 portant Code des Marchés Publics ;
- Décret n°2005/577 du 23 février 2005 fixant les modalités de réalisation des études d'impacts environnementales ;
- Décret n°2011/408 du 9 décembre 2011 portant organisation du Gouvernement ;
- Décret n°2012/074 du 08 mars 2012 portant création, organisation et fonctionnement des Commissions de passation des Marchés publics ;
- Décret n°2012/075 du 8 mars 2012 portant organisation du Ministère des Marchés Publics ;
- Décret n°2012/076 du 8 mars 2012 modifiant et complément certaines dispositions du décret n° 2001/048 du 23 février 2001 portant création, organisation et fonctionnement de l'Agence de Régulation des Marchés publics ;
- Décret n°2018/9387/CAB/PM du 30 novembre 2018 fixant les modalités de création, d'organisation et de fonctionnement des comités et groupes de travail interministériel et ministériels ;
- Décret n°2018/366 du 20 juin 2018 portant Code des Marchés Publics
- Décret n°2019/02 du 4 janvier 2019 portant réaménagement du Gouvernement
- Décret N°2012/431 du 1er octobre 2012 portant organisation du Ministère de l'Environnement, de la Protection de la Nature et du Développement Durable ;
- Arrêté n°70/MINEP du 20 avril 2005 fixant les différentes catégories d'opérations dont la réalisation est soumise à l'étude d'impact environnementale ;
- Arrêté N°038/CAB/PM du 15 mai 2014 mettant en vigueur les Dossiers Types d'Appels d'Offres pour la Passation des Marchés Publics ;

- Circulaire n°003/CAB/PM du 18 avril 2008 relative au respect des règles régissant la passation, l'exécution et le contrôle des marchés publics ;
- Circulaire n°002/CAB/PM du 31 janvier 2011 relative à l'amélioration de la performance du Système des Marchés publics ;
- Circulaire N° 00000006/C/MINFI du 30 décembre 2022 portant instructions relatives à l'exécution des lois de finances, au suivi et au contrôle de l'exécution du Budget de l'Etat, et des autres entités publiques pour l'exercice 2023 ;
- Circulaire 001/CAB/PR/ du 19 juin 2012 relative à la passation et au contrôle de l'exécution des marchés publics ;
- Lettre circulaire N°001/LC/PR/MINMAP du 23 août 2012 précisant les modalités de transfert des dossiers de la compétence des commissions centrales de passation des marchés au MINMAP ;
- Normes techniques en vigueur au Cameroun.



Article7: Communication

Toutes les notifications et communications écrites dans le cadre de la présente Lettre Commande devront être faites aux adresses suivantes :

- a. Dans le cas où le Cocontractant est le destinataire,

M/Mme _____

B.P: _____ *Yaoundé – Cameroun*

- b. Dans le cas où le Maître d'ouvrage en est le destinataire,

Monsieur le Ministre de l'Environnement, de la Protection de la Nature et du Développement durable

Immeuble ministériel n°2, 6ème étage, Tél : 222 23 34 23/222 23 60 51

BP 320 Yaoundé- Cameroun

Passé le délai de quinze (15) jours fixé à l'article 6.1 du CCAG pour faire connaître au Maître d'ouvrage et au Chef de service du marché son domicile, les correspondances seront valablement adressées à la mairie du chef-lieu de la région dont relèvent les travaux.

Article 8: Ordres de service

8.1. L'ordre de service de commencer l'exécution du contrat est signé par le Ministre de l'Environnement, de la Protection de la Nature et du Développement durable et notifié par le Chef de service du marché.

8.2. Les ordres de service à incidence financière ou susceptibles de modifier les délais seront signés par le Ministre de l'Environnement, de la Protection de la Nature et du Développement durable et notifié par le Chef de service du marché.

8.3. Les ordres de service à caractère technique liés au déroulement normal de l'étude et sans incidence financière seront directement signés par l'Ingénieur du marché avec copie au Chef de service du marché.

8.4. Les ordres de service valant mise en demeure sont signés par le Ministre de l'Environnement, de la Protection de la Nature et du Développement durable et notifié par le Chef de service du marché.

8.5. Le Cocontractant dispose d'un délai de quinze (15) jours à compter de la date de notification de l'ordre de service pour émettre des réserves sur tout ordre de service reçu. Le fait d'émettre des réserves ne dispense pas le Cocontractant d'exécuter les ordres de service reçus.

Article 9: Matériel et personnel du Cocontractant

9.1. Toute modification même partielle apportée aux propositions de l'offre technique n'interviendra qu'après agrément écrit du Maître d'ouvrage ou de l'Ingénieur du marché. En cas de modification, le Cocontractant fera remplacer par un personnel de compétence (qualifications et expérience) au moins.

9.2. Toute modification unilatérale apportée aux propositions en personnel d'encadrement de l'offre technique avant et pendant les prestations constitue un motif de résiliation du marché tel que visé à l'article 28 ci-dessous, ou d'application de pénalités.



Chapitre II: Clauses financières

Article 10 : Cautionnement Définitif

Le cautionnement définitif est fixé à deux pour cent (2%) du montant TTC de la Lettre Commande. Ce dernier est produit dans les vingt (20) jours suivant la date de notification de l'attribution du marché.

Le cautionnement sera restitué, ou la garantie libérée, dans un délai d'un (1) mois suivant la date d'approbation des prestations, conformément à la réglementation en vigueur, à la suite d'une main levée livrée par le Maître d'ouvrage après demande du Cocontractant.

Article 11 : Montant de la Lettre Commande

Le montant de la présente Lettre Commande, tel qu'il ressort du détail ou devis estimatif ci-joint, est de _____ (_____) francs CFA toutes taxes comprises ; soit :

- Montant HTVA : _____ (_____) francs CFA
- Montant de la TVA : _____ (_____) francs CFA ;
- Montant net à percevoir : _____ (_____) francs CFA.

Article 12: Lieu et mode de paiement

12.1. Conformément aux dispositions de la présente Lettre Commande, le Cocontractant s'engage par les présentes à exécuter les prestations en contrepartie des paiements à effectuer par le Maître d'ouvrage.

12.2. Le Maître d'ouvrage se libérera des sommes dues, par règlements en francs CFA et par virement au compte bancaire dont les coordonnées sont les suivantes :

CODE BANQUE	CODE D'AGENCE	N°DE COMPTE	CLE RIB

Ouvert au nom de _____ à la banque _____, Agence de _____.

12.3. Tous les décomptes seront soumis au visa préalable du Ministre délégué à la Présidence de la République chargé des Marchés publics.

12.4. Le paiement sera subordonné à la présentation des justificatifs (fiches de décharge, factures etc.) par le Cocontractant. Ces éléments seront intégrés dans le rapport final de l'activité.

Article 13 : Variation des prix

Les prix sont fermes et non révisables.

Article 14 : Intérêts moratoires

Les intérêts moratoires éventuels sont payés par état des sommes dues conformément à l'article 167 du décret n°2018/366 du 20 juin 2018 portant Code des marchés publics et la circulaire n°005/LC/MINMAP du 3 juillet 2018 précisant les mesures transitoires à observer suite à la signature du décret n° 2018/336 du 20 juin 2018 portant Code des marchés publics.

Article 15: Pénalités de retard

15.1. Le montant des pénalités de retard est fixé comme suit :

– un deux millième (1/2000^e) du montant TTC de la Lettre Commande de base par jour calendrier de retard du premier au trentième jour au-delà du délai contractuel fixé par le marché;

– un millième (1/1000^e) du montant TTC de la Lettre Commande de base par jour calendrier de retard au-delà du trentième jour.



15.2. Le montant cumulé des pénalités de retard est limité à dix pour cent (10%) du montant TTC de la Lettre Commande de base avec ses avenants éventuels.

Article 16 : Régime fiscal et douanier

Le décret n°2003/651/PM du 16 avril 2003 définit les modalités de mise en œuvre du régime fiscal des marchés publics.

Ces éléments doivent être intégrés dans les charges que l'entreprise impute sur ses coûts d'intervention et constituer l'un des éléments des sous-détails des prix hors taxes.

Le prix TTC s'entend TVA incluse.

Article 17 : Timbres et enregistrement de la Lettre Commande

Sept (07) exemplaires originaux de la présente Lettre Commande seront timbrés et enregistrés par les soins et aux frais du Cocontractant, conformément à la réglementation en vigueur.

Chapitre III: Exécution des prestations

Article 18 : Délais d'exécution de la Lettre Commande

18.1. Le délai maximal d'exécution des prestations, objet de la présente Lettre Commande est de trois (03) mois.

18.2. Ce délai court à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer l'exécution du marché.

Article 19 : Obligations du Maître d'ouvrage

19.1. Le Maître d'ouvrage est tenu de fournir au Cocontractant les informations nécessaires à l'exécution de sa mission.

19.2. Le Maître d'ouvrage assure au Cocontractant protection contre les menaces, outrages, violences, voies de fait, injures ou diffamations dont il pourrait être victime en raison ou à l'occasion de l'exercice de sa mission.

Article 20 : Obligations du Cocontractant

20.1. Le Cocontractant exécute les prestations et remplit ses obligations de façon diligente, efficace et économique, conformément aux normes, techniques et pratiques généralement acceptées dans son domaine d'activité.

20.2. En cas de conflit d'intérêt du fait d'un membre de l'équipe de la mission, le Cocontractant doit le signaler par écrit au Maître d'ouvrage et remplacer l'expert en question, impliqué dans le projet ou le marché.

Le conflit d'intérêt s'entend comme toute situation dans laquelle le Cocontractant pourrait tirer des profits directs ou indirects d'un marché passé par le Maître d'ouvrage auprès duquel il est consulté ou toute situation dans laquelle il a des intérêts personnels ou financiers suffisants pour compromettre son impartialité dans l'accomplissement de ses fonctions ou de nature à affecter défavorablement son jugement.

20.3. Le Cocontractant est tenu au secret professionnel vis-à-vis des tiers, sur les informations, renseignements et documents recueillis ou portés à sa connaissance à l'occasion de l'exécution du marché.

A ce titre, les documents établis par le Cocontractant au cours de l'exécution du marché ne peuvent être publiés ou communiqués qu'avec l'accord écrit du Maître d'ouvrage.

20.4. Le Cocontractant est tenu lors du dépôt du rapport final, de restituer tous les documents empruntés au Maître d'ouvrage.

20.5. Le Cocontractant ainsi que ses associés s'interdisent pendant la durée du marché, et à son issue pendant six (6) mois, de fournir des biens, prestations ou services destinés au Maître d'ouvrage découlant des prestations ou ayant un rapport étroit avec elles (à l'exception de l'exécution des prestations ou de leur continuation).

20.7. Le Cocontractant doit prendre en charge des frais professionnels et de la couverture de tous risques de maladie et d'accident dans le cadre de sa mission.

20.8. Le Cocontractant ne peut pas modifier la composition de l'équipe proposée dans son offre technique sans l'accord écrit du Maître d'ouvrage.

Article 21 : Assurances

Les polices d'assurances requises au titre de l'exécution de la présente Lettre Commande, sont celles relatives aux risques causés à des tiers par le personnel salarié en activité du Cocontractant, par le matériel qu'il utilise, du fait des prestations.

Article 22 : Programme d'exécution

Dans un délai maximum de vingt (20) jours à compter de la notification de l'ordre de service de commencer les prestations, le Cocontractant soumettra, en cinq (5) exemplaires, à l'approbation de l'Ingénieur du marché, le programme d'exécution des prestations et son calendrier d'exécution.

Deux (2) exemplaires de ces pièces lui seront retournés dans un délai de dix (10) jours à partir de leur réception avec :

- soit la mention d'approbation « BON POUR EXECUTION » ;
- soit la mention de leur « REJET » accompagnée des motifs dudit rejet.

Le Cocontractant disposera alors de huit (8) jours pour présenter un nouveau projet. L'Ingénieur du marché disposera alors d'un délai de cinq (5) jours pour donner son approbation ou faire d'éventuelles remarques. Les délais d'approbation du projet d'exécution sont suspensifs du délai d'exécution.

L'approbation donnée par L'Ingénieur du marché n'atténuerait en rien la responsabilité du Cocontractant. Cependant les prestations exécutées avant l'approbation du programme ne seront ni constatées ni rémunérées. Le planning actualisé et approuvé deviendra le planning contractuel.

Le Cocontractant tiendra constamment à jour, un planning des prestations prenant en compte l'avancement réel des prestations. Des modifications importantes ne pourront être apportées au programme contractuel qu'après avoir reçu l'accord de l'Ingénieur du marché. Après approbation du programme d'exécution par l'Ingénieur du marché, celui-ci le transmettra dans un délai de cinq (5) jours au Maître d'ouvrage, sans effet suspensif de son exécution. Toutefois s'il est constaté des modifications importantes dénaturant l'objectif du marché ou la consistance des prestations, le Maître d'ouvrage retournera le programme d'exécution accompagné des réserves à lever dans un délai de quinze (15) jours, à compter de sa date de réception.

Article 23 : Agréments du personnel

Si le Maître d'ouvrage demande le remplacement d'un membre de l'équipe pour faute grave dûment constatée ou pour incompétence, le remplacement se fera aux frais du Cocontractant, dans un délai maximum de quinze (15) jours.

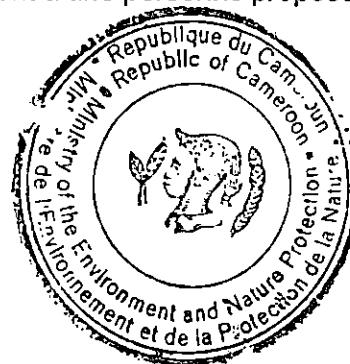
Le Maître d'ouvrage se réserve la possibilité de refuser son agrément à une personne proposée par le Cocontractant dont la qualification serait insuffisante.

Article 24 : Sous-traitance

Il n'y aura pas de sous-traitance pour cette Lettre Commande.

Chapitre IV : De la recette

Article 25 : Commission de suivi et de recette



Avant la réception, le prestataire demande par écrit au Maître d'ouvrage avec copie au Chef de service du marché et à l'ingénieur.

La Commission de suivi et de recette sera composée des membres suivants à titre indicatif :

- Chef de Service du marché : le Secrétaire Général du MINEPDED ;
- Ingénieur du marché : Le Chargé d'Etudes Assistant N°1 du MINEPDED ;

Les membres de la commission sont convoqués à la réception par courrier huit (8) jours au moins avant la date de réception.

Article 26 : Recette des prestations

26.1 La recette technique consiste en l'examen et la validation, sur le plan technique, des différents rapports et documents issus de la prestation.

26.2 La Commission de recette technique est chargée de suivre l'exécution technique de la prestation. Elle dispose d'un délai maximal de deux (2) semaines pour émettre son avis technique sur les différents rapports transmis par le Cocontractant.

Elle produira à chaque étape, un rapport de validation.

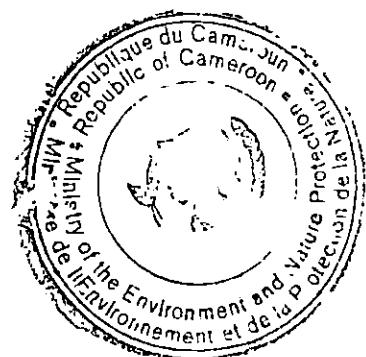
26.3. Modalités de la réception : La Commission de réception procèdera, sur la base des rapports de la commission de recette technique, à la réception du rapport final. Elle dressera un procès-verbal de réception signé par les membres de ladite commission et par le consultant.

La Commission de réception sera composée des membres suivants :

1. Le Maître d'Ouvrage ou son représentant : **Président** ;
2. Le Chef de Service des Marchés : **Membre** ;
3. L'Ingénieur du Marché : **Rapporteur** ;
4. Le Chef de Service du Marché : **Membre** ;
5. Le Comptable Matière : **Membre** ;
6. Le représentant du MINMAP : **observateur** ;
7. Le Point Focal CAS : **Observateur** ;
8. Toute autre personne en raison de ses compétences.

26.4. Livrable : Le consultant devra mettre à la disposition du MINEPDED quinze (15) exemplaires physiques du rapport validé et les 02 versions numériques. Par la suite, le rapport sera édité et multiplié en 20 exemplaires.

Format des livrables : Couverture en carton imprimée sur papier glacé, les pages sur papier offset 80gr et l'ensemble relié à l'imprimerie par chauffage à blanc avec le logo du MINEPDED. DVD avec le logo du MINEPDED et le nom du projet gravé dessus et deux clés USB.



Chapitre V: Dispositions diverses

Article 27 : Cas de force majeure

27.1. Définition du terme force majeure

Aux fins de la présente clause, le terme « force majeure » désigne un événement échappant au contrôle du Cocontractant et qui ne lui est pas imputable, qui est imprévisible. De tels événements peuvent inclure, sans que la liste soit limitative : les actes de l'Administration, soit au titre de la souveraineté de l'Etat, soit au titre du marché ; les guerres ; les révoltes ; les incendies ; les inondations ; les cyclones ; les épidémies ; les mesures de quarantaine et d'embargo sur le fret, les tremblements de terre et autres faits analogues.

27.2. Responsabilité du fournisseur

En cas de force majeure, le fournisseur ne verra sa responsabilité dégagée que s'il a averti par écrit l'Administration dans les vingt (20) jours qui suivent l'événement. En tout état de cause, il appartient à l'Administration d'apprécier cette force majeure et les preuves fournies.

27.3. Notification à l'Administration en cas de force majeure

Le Cocontractant notifiera rapidement par écrit à l'Administration l'existence de la force majeure et ses motifs. Sauf s'il reçoit des instructions contraires de la part de l'Administration, le Cocontractant continuera à exécuter les obligations qui sont les siennes dans le cadre du marché et s'efforcera de trouver tout autre moyen raisonnable d'exécuter les obligations entravées par la force majeure.

Article 28 : Résiliation de la Lettre Commande

La Lettre Commande peut être résiliée comme prévu à la section I du décret n° 2018/336 du 20 juin 2018 portant Code des marchés publics et la circulaire n°005/LC/MINMAP du 3 juillet 2018 précisant les mesures transitoires à observer suite à la signature du décret n°2018/336 du 20 juin 2018 portant Code des marchés publics ; notamment dans l'un des cas de :

- retard de plus de trente (30) jours calendaires dans l'exécution d'un ordre de service après une mise en demeure préalable ;
- retard dans les prestations entraînant des pénalités au-delà de dix pour cent (10%) du montant des travaux ;
- défaillance du cocontractant.

Article 29 : Différends et litiges

Tout litige survenant entre les parties contractantes fera l'objet d'une tentative de règlement à l'amiable.

A défaut, il sera définitivement tranché par la juridiction camerounaise compétente.

Article 30 : Edition et diffusion de la Lettre Commande

Vingt (20) exemplaires de la présente Lettre Commande seront édités par les soins du Maître d'Ouvrage et fournis au Chef de service du marché.

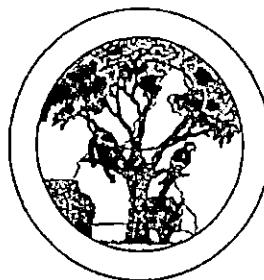
Article 31 et dernier : Entrée en vigueur de la Lettre Commande

La présente Lettre Commande ne deviendra définitive qu'après sa signature par le Maître d'ouvrage, et entrera en vigueur dès sa notification au Cocontractant.



REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix – Travail – Patrie

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT,
DE LA PROTECTION DE LA NATURE
ET DU DÉVELOPPEMENT DURABLE



REPUBLIC OF CAMEROON
Peace – Work – Fatherland

MINISTRY OF ENVIRONMENT,
PROTECTION OF NATURE AND
SUSTAINABLE DEVELOPMENT

COMMISSION INTERNE DE PASSATION DES MARCHES
INTERNAL TENDERS' BOARD

APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT (AONR)

N° 00018 /AONR/MINEPDED/CIPM/2023 DU 8 SEPTEMBRE 2023
POUR LE RECRUTEMENT EN PROCÉDURE D'URGENCE D'UN CONSULTANT EN
VUE DE LA REVISION DU PROGRAMME – PAYS, ELABORER LE PROGRAMME
NATIONAL EN TERME D'ADAPTATION ET D'ATTENUATION AUX
CHANGEMENTS CLIMATIQUES

FINANCEMENT : COMPTE D'AFFECTATION SPÉCIALE

EXERCICE 2023

**TERMES DE REFERENCE EN VUE DE LA REVISION DU PROGRAMME – PAYS,
ELABORER LE PROGRAMME NATIONAL EN TERME D'ADAPTATION ET
D'ATTENUATION AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES**



1. CONTEXTE

Les changements climatiques, phénomènes naturels accentués par l'activité anthropique, sont au centre des préoccupations mondiales. Toutes les Nations ont, à un moment donné de leur existence, subi les conséquences néfastes de ces variations du temps, avec des répercussions qui touchent aussi bien le social, l'économie que le politique. Compte tenu du caractère planétaire des changements climatiques, il devint indispensable, voir primordial, d'entreprendre une action commune pour lutter contre le changement climatique. C'est ainsi qu'au cours de la 21^e conférence des Parties de la Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC), les Parties sont parvenues à un accord historique pour lutter contre le changement climatique et pour accélérer et intensifier les actions d'investissements nécessaires à un avenir durable à faible intensité de carbone. L'objectif principal de l'Accord de Paris est de renforcer la réponse mondiale à la menace du changement climatique en maintenant l'augmentation de la température mondiale à un niveau bien inférieur à 2°C par rapport aux niveaux préindustriels et de poursuivre les efforts pour limiter encore davantage l'augmentation de la température à 1,5 degré Celsius.

L'Accord de Paris exige par ailleurs de toutes les Parties qu'elles fassent tout leur possible pour présenter des "Contributions déterminées au niveau national" (CDN) et qu'elles renforcent ces efforts dans les années à venir. Dans leurs CDN, les pays communiquent les mesures qu'ils vont prendre pour réduire leurs émissions de gaz à effet de serre afin d'atteindre les objectifs de l'Accord de Paris. Les pays communiquent également les mesures qu'ils prendront pour renforcer leur résilience afin de s'adapter aux effets de la hausse des températures. Chaque cinq ans, les ambitions devraient être revues à la hausse.

De telles initiatives se doivent d'être soutenues par des mécanismes pour atteindre l'objectif commun de maintenir la température du globe terrestre en deçà de 1,5°C. Sous la Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques, il existe des mécanismes financiers mis sur pied pour accompagner les Etats dans la lutte contre les changements climatiques. Ainsi, les ressources du Fonds pour l'Environnement Mondial (ciblant plusieurs domaines d'intervention, y compris le changement climatique, en fonction des résultats environnementaux obtenus, tout en garantissant une part des financements à chaque pays en développement), du Fonds d'Adaptation (aidant les pays et les communautés les plus vulnérables au changement climatique) et du Fonds Vert pour le Climat (finançant le changement de paradigme vers un développement résilient au changement climatique et sobre en carbone dans les pays en développement avec une approche axée sur les pays et un engagement à une répartition équilibrée à 50/50 du financement pour l'adaptation et l'atténuation) constituent des sources importantes mis à la disposition des Etats pour les accompagner dans cette lutte planétaire.

Le Fonds Vert pour le Climat, officiellement lancé en 2011 lors de la COP17 (Conférence de Durban sur les changements climatiques) est le principal canal de la mise en œuvre de la CCNUCC et de l'Accord de Paris. C'est en effet un mécanisme financier des Nations Unies rattaché à la CCNUCC

qui a pour objectif de réaliser le transfert des fonds des pays développés vers les pays en voie de développement, les pays les moins développés (PMD) et les petits Etats insulaires en développement (PIED) pour la mise en place de projets permettant de faire face aux effets des changements climatiques.

En 1994, l'État du Cameroun a ratifié la Convention Cadre des Nations Unies pour les Changements Climatiques (CCNUCC) et participe régulièrement aux négociations internationales sur le climat. Il a ratifié l'Accord de Paris en 2016 et a fait sa première communication sur sa Contribution Déterminée au niveau National la même année. A la fin des cinq premières années qui ont suivi cet Accord, le Cameroun a produit un document qui présente le « Bilan des cinq années de la mise en œuvre de l'Accord de Paris ».

De plus, en 2021, Le Cameroun a publié sur la deuxième communication de ses engagements. Dans sa nouvelle CDN, l'Etat s'est engagé à réduire le niveau de ses émissions de gaz à effet de serre de 35% à l'horizon 2030. Une telle ambition se doit d'être soutenue par des actions fortes et holistiques, coordonnées au niveau national que régional.

2. JUSTIFICATION

Le Fonds Vert pour le Climat s'érige en opportunité idoine pour les pays dans l'atteinte de leurs engagements de lutte contre les changements climatiques. Toutefois, pour établir un cadre de collaboration entre les Etats et les structures du Fonds, un certain nombre de documents sont nécessaires pour faciliter l'accès au financement qu'offre ce guichet, notamment le Programme-pays.

Les Programmes-pays du Fonds Vert pour le Climat (GCF) sont la pierre angulaire du développement du portefeuille de projets de chaque pays avec le GCF. Il s'agit de la première étape du cycle de projet et de programme actualisé du GCF, et constitue la base de l'établissement des priorités pour le développement ultérieur des Propositions de Financement des projets et programmes soumises par les Entités Accréditées du GCF au nom des pays. Ils visent à établir des plans d'investissement pour la période de programmation (04 ans) associée à chaque cycle de reconstitution du FVC. Ils fixent les priorités d'investissement et définissent les Entités Accréditées partenaires proposées pour la conception et la mise en œuvre de ces investissements. Le Programme-pays inclue également les idées de projets à soumettre par les Entités Accréditées à accès Direct du pays.

Fort de ces considérations, le Cameroun a élaboré en 2019, son Programme-pays dans le cadre de la Readiness de renforcement des capacités de l'Autorité Nationale Désignée. Toutefois, ce document n'a pas été mis en ligne, créant ainsi un environnement peu explorable pour le développement de la finance climat au Cameroun.

Or, le Cameroun compte à son actif, plusieurs documents présentant la politique de développement du pays. Le document phare est la Stratégie Nationale de Développement 2020-2030 (SND30), qui opérationnalise la deuxième phase de la Vision, est en cohérence avec les objectifs de l'agenda

2030 sur le développement durable et prend également en compte les grandes orientations des autres agendas supranationaux (Agenda 2063 de l'Union Africaine avec pour objectif 7 économies et communautés résilientes au climat et écologiquement durables ; Vision CEMAC 2025 avec pour objectif de faire jouer à la CEMAC un rôle de premier plan dans la préservation de l'environnement et la lutte contre le réchauffement climatique, Valoriser à 100% le bois et mettre en valeur le potentiel économique de la forêt) ; COP21, etc.). C'est un cadre de référence pour l'alignement de toutes les interventions des Partenaires qui devront préalablement trouver des points d'ancrage dans la stratégie nationale, leur permettant ainsi de répondre de manière optimale aux besoins de développement du pays.

À travers la SND30, les autorités envisagent : (i) renforcer les actions en matière de gestion durable des ressources naturelles (sol, flore, faune, eau) ; et (ii) prendre des mesures adéquates d'adaptation et d'atténuation des effets des changements climatiques. Plus encore, le Gouvernement s'engage à acter dans plusieurs domaines parmi lesquels :

- La gestion de la flore avec pour objectifs de promouvoir les actions de reboisement ; et améliorer l'information sur l'état de la ressource forestière ;
- La gestion de la faune en intensifier les actions visant à assurer la protection des espèces et des écosystèmes représentatifs de la biodiversité ;
- La gestion des ressources en eau où il sera question de : rationaliser l'utilisation des ressources en eaux de surface et en eaux souterraines à travers de nouvelles pratiques et technologies dans le but d'accroître la résilience des populations face aux effets des changements climatiques, notamment les sécheresses ;
- l'adaptation aux changements climatiques, en intégrant davantage les préoccupations liées aux changements climatiques dans les stratégies et politiques sectorielles. Plus stratégiquement, il s'agit de renforcer les mesures d'adaptation et d'atténuation des effets des changements climatiques et la gestion environnementale pour garantir une croissance économique et un développement social durable et inclusif. ;
- la lutte contre la désertification, la dégradation des terres et la pollution et intensifiant les actions ;
- les mesures de protection avec pour objectif de renforcer les mesures sur l'ensemble du territoire et particulièrement dans les zones à écologie fragile.

Dans sa Stratégie de développement du Secteur Rural (SDSR/PNIA 2020-2030), le Gouvernement entend d'une manière générale soutenir une croissance durable du Secteur Rural pour contribuer à la richesse nationale et améliorer les conditions de vie des populations. De manière spécifique, il a pour objectifs d'/de : accroître durablement les productions des filières végétales, forestières, animales et halieutiques. 2. Améliorer l'environnement infrastructurel collectif et l'accès aux facteurs de production et aux marchés. 3. Renforcer la résilience des systèmes de production, la gestion durable des ressources naturelles et la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations

vulnérables face aux changements climatiques et autres chocs. 4. Améliorer la gouvernance et le capital humain dans le secteur.

Le Plan National d'Adaptation aux Changements Climatiques (PNACC) est aussi un autre document stratégique de l'élaboration de la mise en œuvre du plan d'action du Gouvernement pour le Climat. La nécessité de révision du Programme-pays tombe à point normé. Plusieurs raisons militent dans ce sens, notamment :

- l'arrivée à échéance du DSCE et l'élaboration de la Stratégie Nationale de Développement (SND30), de la première communication de la CDN, révision des stratégies sectorielles existantes
- la mise en cohérence et alignement des stratégies nationale et sectorielles existantes aux orientations de la CDN révisée ;
- la nécessité de garantir l'existence un cadre de référence valide et pertinent pour les interventions du gouvernement et des différents partenaires au développement dans la finance climatique ;
- la relance du dialogue multi-acteurs autour des préoccupations climatiques, notamment les engagements des parties prenantes dans l'accompagnement de l'Etat dans son objectif de développement.

Ainsi, le processus de révision du Programme-pays permettra de rectifier la trajectoire et redorer le blason de la finance climatique du Cameroun pour l'atteinte et la concrétisation de la Vision de développement pour l'horizon 2035.

3. Objectifs

L'objectif principal de cette activité est la révision du document Programme-pays. Plus spécifiquement, il s'agit de :

- D'élaborer le programme d'action national pour le climat en terme d'adaptation et d'atténuation sur la base des engagements pris par le Cameroun dans sa Contribution Déterminée au niveau National révisée, des politiques de développement nationale et sectorielle mise à jour ;
- D'établir les priorités de programmation nationales et le pipeline de projets en faisant ressortir les programmes prioritaires ;
- De renforcer le processus d'engagement multipartite en reconstituant et de facilitant les dialogues de haut niveau entre toutes les parties prenantes ;
- De déterminer les besoins institutionnels pour le renforcement des capacités afin d'identifier, concevoir et de mettre en œuvre des interventions climatiques transformationnelles.

4. METHODOLOGIE DE TRAVAIL

Le processus de révision du Programme-pays se fera en cohérence avec, d'une part, au guide pour l'élaboration des programmes pays du Fonds Vert pour le Climat et, d'autre part de la CDN et des documents stratégiques de développement. Ainsi, le Consultant procèdera à un diagnostic complet de la version actuelle du Programme-pays dans le but de faire ressortir ses points forts, ses lacunes,

les opportunités et les menaces (analyse SWOT). Cette action permettra d'améliorer les stratégies de mobilisation des fonds pour le développement et la mise en œuvre des programmes et projets à portée climatique.

Par ailleurs, une analyse croisée des documents stratégiques de développement doit être effectuée pour synchroniser le Programme-pays avec les politiques nationales de développement. L'Autorité Nationale Désignée ou le Point Focal recruterá un Consultant à cet effet. Le Consultant proposera sa méthodologie détaillée dans son offre sur la base de cette démarche. Sa note méthodologique sera examinée par le Comité Finance Climat du MINEPDED.

Le Comité Finance Climat du MINEPDED sera chargé de l'encadrement technique de cette étude et de l'analyse de tous les livrables.

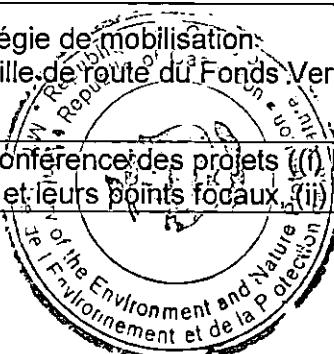
5. DETAILS DES TACHES ET RESULTATS ATTENDUS

Les principales tâches à exécuter sont réparties en deux étapes :

- une phase de validation de la note méthodologique du Consultant, des rapports du diagnostic du Programme-pays, de la revue des politiques de développement et de l'analyse des projets de la CDN pouvant être ajoutés à la banque de projets du Programme-pays ;
- une phase de présentation des résultats issus du diagnostic du Programme-pays, de la revue des politiques de développement et de l'analyse des projets de la CDN ; la consolidation des différentes contributions et propositions retenues faites par toutes les parties prenantes ; et la présentation du document final et sa validation.

Les tâches et résultats attendus de cette activité peuvent déclinés ainsi qu'il suit :

N°	TACHE	RESULTATS ATTENDUS
1	Présentation de la méthodologie robuste du Consultant pour la Révision du Programme-pays	Retraite de validation de la méthodologie Validation de la méthodologie
2	Diagnostic du Programme-pays	Rapport présentant l'état des lieux du Programme-pays faisant ressortir les points forts et faibles tel que détaillé dans la note méthodologique.
3	Revue des différentes politiques de développement	Rapport décrivant les nouvelles orientations politiques, réglementaires, institutionnelles, socio-économiques, écologique par rapport à chaque domaine d'intervention du Fonds Vert pour le Climat, ainsi que les perspectives de développement et des acteurs pour ces domaines.
4	Analyse des projets contenus dans la CDN révisée	Recensement des projets de la CDN pouvant être retenus pour la banque des projets du Programme-pays.
5	Présentation des résultats du diagnostic du Programme-pays, de la revue des politiques de développement et de l'analyse des projets CDN	Organisation d'une retraite de validation des résultats obtenus, amendements et suggestions
6	Proposer une stratégie de mobilisation et de consultations des parties prenantes, basée sur leur intérêt et volonté à s'engager.	Validation de la stratégie de mobilisation Elaboration de la feuille de route du Fonds Vert pour le Climat
7	Faciliter la création d'un cadre de référence pour les partenaires	Organisation d'une conférence des projets (i) les Ministères sectoriels et leurs points focaux, (ii) les



	(concertations multi-acteurs pour présenter les ambitions, les différentes propositions de trajectoires qui seront traduites en engagements)	partenaires techniques et financiers, (iii) le secteur privé et les OSC) Enrichissement de la banque des projets Positionnement de chaque partenaire par rapport aux différents projets retenus
8	Faire la synthèse des discussions et des engagements des parties prenantes	Mise à jour du Programme-pays Mise à jour de la banque des projets (pipeline) du Programme-pays
9	Elaboration du draft final	Atelier de présentation du Programme-pays Consolidation des contributions, propositions, amendements
10	Validation du Programme-pays	Atelier de validation du Programme-pays Edition et publication

6. LIVRABLES ET FORMAT DES RAPPORTS

Les produits attendus de l'étude sont :

- Livrable 1 : une note méthodologique pour le processus de révision du Programme-pays. Elle décrira les différentes analyses que le Consultant mènera : (i) diagnostic du Programme-pays, version actuelle ; (ii) revue des politiques de développement nationale et sectorielles ; (iii) pipeline du Programme-pays ; (iv) processus d'engagement des parties prenantes décrivant le plan de consultation.
- Livrable 2 : rapport du diagnostic du Programme-pays, version actuelle qui présentera les résultats de l'analyse SWOT ainsi que les perspectives.
- Livrable 3 : rapport de la revue des politiques de développement nationale et sectorielles qui révèlera les nouvelles orientations ou programme d'action pour le climat.
- Livrable 4 : liste des projets de la CDN pouvant être ajoutés au pipeline des projets du Programme-pays.
- Livrable 5 : la facilitation de l'atelier multi-acteurs (conférence des projets) pour présenter les résultats du diagnostic de la version actuelle du Programme-pays, de la revue des politiques de développement et de la liste provisoire des projets de la CDN pouvant être ajoutés à la banque de projets du Programme-pays
- Livrable 6 : un draft 0 du Programme-pays présentant les engagements des parties prenantes, la consolidation des différentes contributions et recommandations faites.
- Livrable 7 : le document Programme-pays édité et révisé.
- Livrable 8 : le rapport du processus de révision du Programme-pays.

7. DUREE ET PERIODE DE TRAVAIL

La révision du Programme Pays requerra un travail de 30 homme/jour à compter de la date de signature du contrat et se déroulera durant quatre semaines sur la période suivante : 01^{er} Août 2022 – 09 Septembre 2022.

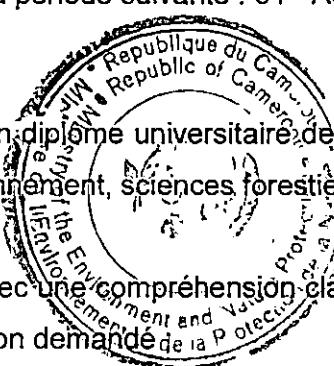
8. PROFIL DU CONSULTANT

Bureau d'études ou Consultant disposant des profils suivants : un diplôme universitaire de niveau

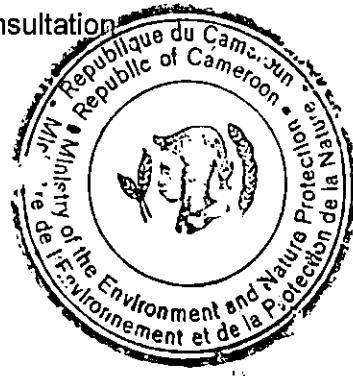
BACC + 5 dans l'un des domaines suivants : sciences de l'environnement, sciences forestières,

Compétences liées au contrat :

- Etre capable de conduire une évaluation indépendante avec une compréhension claire des objectifs et du processus de réalisation du travail de révision demandé de la Protection de l'environnement et du Climat
- Avoir déjà conduit des missions similaires ;

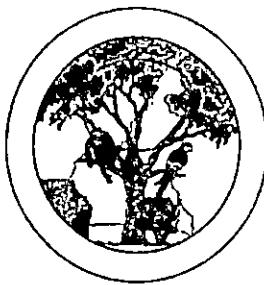


- Avoir une bonne connaissance du Fonds Vert pour le Climat et de ses missions ;
- Avoir des connaissances et expériences sur le processus d'élaboration d'un Programme-pays ;
- Avoir un bon esprit d'analyse et de l'approche participative ;
- Capacité à proposer et appliquer une méthodologie scientifique d'analyse des impacts des secteurs économiques sur la biodiversité au Cameroun, ainsi que des analyses coûts-bénéfices s'appuyant sur une méthodologie déjà expérimentée ;
- Démontrer de très bonnes capacités de communication tant écrites qu'orales y compris capacité à préparer des rapports de qualité ;
- Une maîtrise du français et de l'anglais constituerait un avantage ;
- Être libre de tout engagement durant la période de la consultation.



REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix – Travail – Patrie

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT,
DE LA PROTECTION DE LA NATURE
ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE



REPUBLIC OF CAMEROON
Peace – Work – Fatherland

MINISTRY OF ENVIRONMENT,
PROTECTION OF NATURE AND
SUSTAINABLE DEVELOPMENT

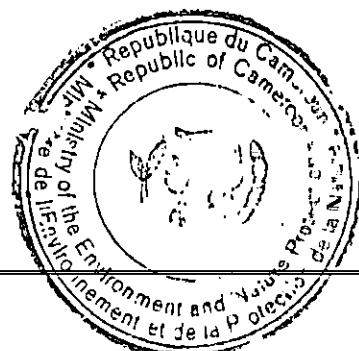
COMMISSION INTERNE DE PASSATION DES MARCHES
INTERNAL TENDERS' BOARD

APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT (AONR)

N° 00018 /AONR/MINEPDED/CIPM/2023 DU 8 SEPTEMBRE 2023
POUR LE RECRUTEMENT EN PROCEDURE D'URGENCE D'UN CONSULTANT EN
VUE DE LA REVISION DU PROGRAMME – PAYS, ELABORER LE PROGRAMME
NATIONAL EN TERME D'ADAPTATION ET D'ATTENUATION AUX
CHANGEMENTS CLIMATIQUES

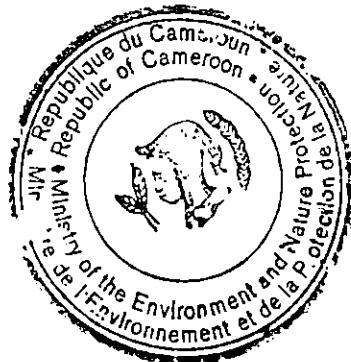
FINANCEMENT : COMPTE D'AFFECTATION SPECIALE

EXERCICE 2023



Pièce n°7 :
Proposition technique – Tableaux types

- 7A. Lettre de soumission de la proposition technique ;
- 7B. Références du Candidat ;
- 7C. Observations et suggestions du Candidat sur les termes de référence et sur les données, services et installations devant être fournis par l'Autorité contractante ;
- 7D. Descriptif de la méthodologie et du plan de travail proposés pour accomplir la mission ;
- 7E. Composition de l'équipe et responsabilités de ses membres ;
- 7F. Modèle de Curriculum Vitae (CV) pour le personnel spécialisé proposé ;
- 7G . Calendrier du personnel spécialisé ;
- 7H. Calendrier des activités (programme de travail).



7A.LETTER DE SOUMISSION DE LA PROPOSITION TECHNIQUE

[Lieu,date]

Monsieur le Ministre de l'Environnement, de la Protection de la Nature et du Développement durable

BP 320 Yaoundé- Cameroun

Monsieur le Ministre,

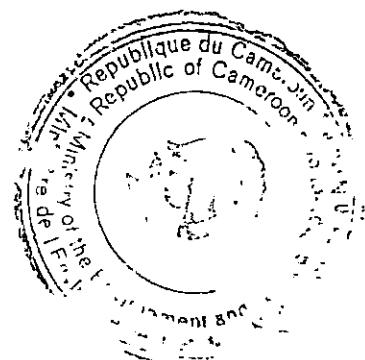
Nous, soussignés, [titre à préciser], avons l'honneur, conformément à votre dossier d'appel d'offres Restreint (AONR) référence n° ____/AONR/MINEPDED/CIPM/2023 du _____, relatif au recrutement d'un consultant en vue de la révision du programme pays.

Au cas où cette proposition retiendrait votre attention, nous serions entièrement disposés, sur la base du personnel proposé, à entamer des négociations pour la meilleure conduite du projet.

Aussi, prenons-nous un ferme engagement pour le respect scrupuleux du contenu de ladite proposition technique, sous réserve des modifications éventuelles qui résulteraient des négociations du contrat.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de notre parfaite considération. /-

Signature du représentant habilité : Nom et titre du signataire :
Nom du Candidat : Adresse:



7B. REFERENCES DU CANDIDAT

Services rendus pendant les *[indiquer le nombre]* dernières années qui illustrent le mieux vos qualifications.

À l'aide du formulaire ci-dessous, indiquez les renseignements demandés pour chaque mission pertinente que votre société/organisme a obtenue par contrat ; soit en tant que seule société, soit comme l'un des principaux partenaires d'un groupement.

Nom de la Mission:	Pays:
Lieu:	Personnel spécialisé fourni par votre société/organisme (profils):
Nom du Client:	Nombre d'employés ayant participé à la Mission:
Adresse:	Nombre de mois de travail ; Durée de la Mission:
Délai:	
Date de démarrage : Date d'achèvement : (mois/année) (mois/année)	Valeur approximative des services (en francs CFA HT):
Nom des Prestataires associés / partenaires éventuels:	Nombre de mois de travail des spécialistes fournis par les Prestataires associés:
Nom et fonctions des responsables (Directeur/Coordinateur du projet, Responsable de l'équipe):	
Descriptif du projet:	
Description des services effectivement rendus par votre personnel:	

Nom _____ du _____ Candidat _____

Produire justificatifs

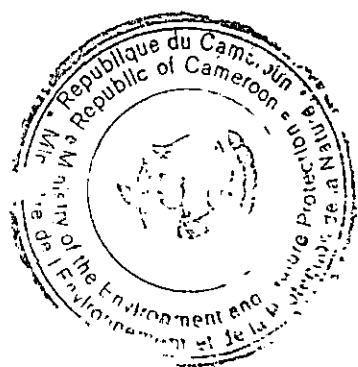
7C. OBSERVATIONS ET SUGGESTIONS DU CONSULTANT SUR LES TERMES DE REFERENCE ET SUR LES DONNEES, SERVICES ET INSTALLATIONS DEVANT ETRE FOURNIS PAR L'AUTORITE CONTRACTANTE

Sur les termes de référence:

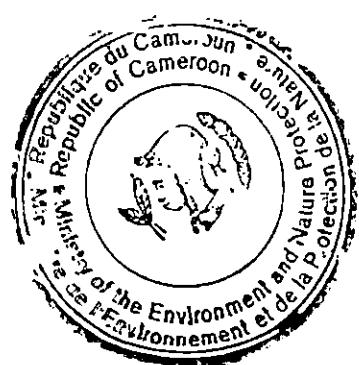
- 1.
- 2.
- 3.
- 4.
- 5.

Sur les données, services et installations devant être fournis par l'Autorité contractante :

- 1.
- 2.
- 3.
- 4.
- 5.



7D. DESCRIPTIF DE LA METHODOLOGIE ET DU PLAN DE TRAVAIL PROPOSES POUR ACCOMPLIR LA MISSION



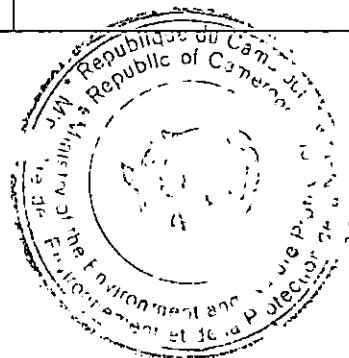
7E. COMPOSITION DE L'EQUIPE ET RESPONSABILITES DE SES MEMBRES

1. Personnel technique / de gestion

Nom	Poste	Attributions

2. Personnel d'appui (siège et local)

Nom	Poste	Attributions



7F .MODELE DE CURRICULUM VITAE(CV) DU PERSONNEL SPECIALISE PROPOSE

Poste:

Nom du Candidat:

Nom de l'employé:

Profession:

Diplômes:

Date de naissance:

Nombre d'années d'emploi par le Candidat:

Nationalité:

Affiliation à des associations/groupements professionnels:

Attributions spécifiques:

Principales qualifications:

[En une demi-page environ, donner un aperçu des aspects de la formation et de l'expérience de l'employé les plus utiles à ses attributions dans le cadre de la mission. Indiquer le niveau des responsabilités exercées par lui / elle lors de missions antérieures, en en précisant la date et le lieu.]

Formation:

[En un quart de page environ, résumer les études universitaires et autres études spécialisées de l'employé, en indiquant les noms et adresses des écoles ou universités fréquentées, avec les dates de fréquentation, ainsi que les diplômes obtenus.]

Pièces Annexes:

- Copie certifiée conforme du diplôme le plus élevé et éventuellement une attestation de l'ordre du corps de métier

- Attestation de disponibilité

.....
.....

Expérience professionnelle :

[En deux pages environ, dresser la liste des emplois exercés par l'employé depuis la fin de ses études par ordre chronologique inverse, en commençant par son poste actuel. Pour chacun, indiquer les dates, nom de l'employeur, titre du poste occupé et lieu de travail. Pour les dix dernières années, préciser en outre le type d'activité exercée et, le cas échéant, le nom de clients susceptibles de fournir des références.]

.....
.....

Connaissances informatiques :

[Indiquer, le niveau de connaissance]

Langues:

[Indiquer, pour chacune, le niveau de connaissance : médiocre/moyen/ bon/excellent, en ce qui concerne la langue lue/écrite/parlée.]

.....
.....

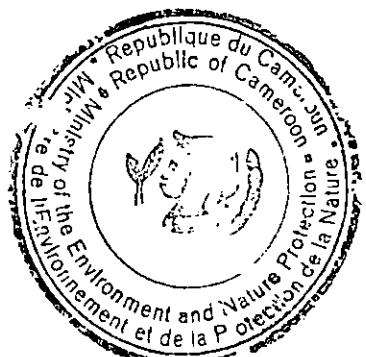
Attestation:

Je, soussigné, certifie, en toute conscience, que les renseignements ci-dessus rendent fidèlement compte de ma situation, de mes qualifications et de mon expérience.

..... Date:
[Signature de l'employé et du représentant habilité du consultant]
Jour/mois/année

Nom de l'employé:

Nom du représentant habilité:



7G . CALENDRIER DU PERSONNEL SPECIALISE

NOM	POSTE	RAPPORTS A FOURNIR/ACTIVITES	MOIS OU SEMAINES(SOUS FORME D'UN DIAGRAMME A BARRES)													
			1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	Nombre de semaines
																Sous-total(1)
																Sous-total(2)
																Sous-total(3)
																Sous-total(4)

Temps plein : _____

Temps partiel : _____

Rapports à fournir: _____

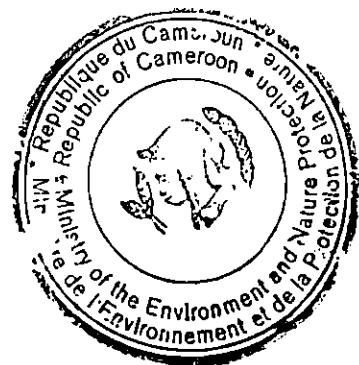
Durée des activités: _____

Signature: _____
(Représentant habilité)

Nom: _____

Titre: _____

Adresse: _____



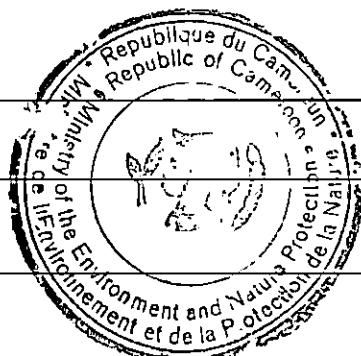
7H. CALENDRIER DES ACTIVITES(PROGRAMMEDETRAVAIL)

A. Préciser la nature de l'activité

Activité(tâche)	[Mois ou semaines à compter du début de la mission]												
	1 ^{er}	2 ^e	3 ^e	4 ^e	5 ^e	6 ^e	7 ^e	8 ^e	9 ^e	10 ^e	11 ^e	12 ^e	13 ^e

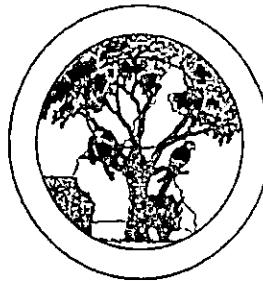
B. Achèvement et soumission des rapports

RAPPORTS	DATE
1.Rapport initial	
2.Rapports d'avancement	
a. Premier rapport d'avancement	
b-Deuxième rapport d'avancement	
3.Projet de rapport final	
4.Rapport final	



REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix – Travail – Patrie

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT,
DE LA PROTECTION DE LA NATURE
ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE



REPUBLIC OF CAMEROON
Peace – Work – Fatherland

MINISTRY OF ENVIRONMENT,
PROTECTION OF NATURE AND
SUSTAINABLE DEVELOPMENT

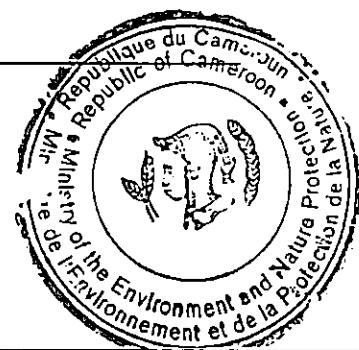
COMMISSION INTERNE DE PASSATION DES MARCHES
INTERNAL TENDERS' BOARD

APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT (AONR)

N° 000 18 /AONR/MINEPDED/CIPM/2023 DU _____
POUR LE RECRUTEMENT EN PROCEDURE D'URGENCE D'UN CONSULTANT EN
VUE DE LA REVISION DU PROGRAMME – PAYS, ELABORER LE PROGRAMME
NATIONAL EN TERME D'ADAPTATION ET D'ATTENUATION AUX
CHANGEMENTS CLIMATIQUES

FINANCEMENT : COMPTE D'AFFECTATION SPECIALE

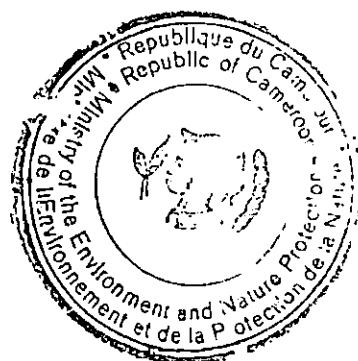
EXERCICE 2023



Pièce n°8 :
Proposition financière – Tableaux types

RECAPITULATIF DES TABLEAUX TYPES

- 8.A. Lettre de soumission de la proposition financière *pour les marchés à paiement par prix forfaitaires*
- 8.B. Bordereau des prix unitaires
- 8.C. Cadre du détail estimatif et quantitatif
- 8.D. Cadre du Sous détail des prix.



8.A. LETTRE DE SOUMISSION DE LA PROPOSITION FINANCIERE

[Lieu,date]

**Monsieur le Ministre de l'Environnement, de
la Protection de la Nature et du
Développement durable
BP 320 Yaoundé- Cameroun** À:

Monsieur le Ministre,

Nous, soussignés, avons l'honneur de vous proposer nos services, à titre de Prestataire, pour le recrutement d'un consultant pour la révision du programme – pays, élaborer le programme national en terme d'adaptation et d'atténuation aux changements climatiques ; N° _____ /AONR/MINEPDED/CIPM/2023 en date du _____, et à notre proposition (nos propositions technique et financière).

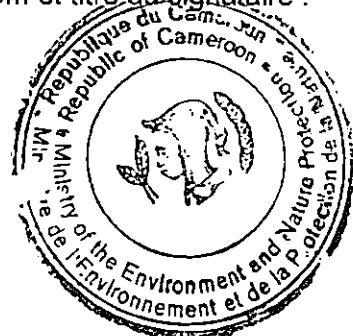
Vous trouverez ci-joint notre proposition financière qui s'élève à [montant en lettres et en chiffres]. Ce montant net d'impôts, de droits et de taxes, que nous avons estimé par ailleurs à [montant(s) en lettres et en chiffres].

Notre proposition financière a pour nous force obligatoire, sous réserve des modifications résultant de la négociation du contrat, jusqu'à l'expiration du délai de validité de la proposition, c'est-à-dire jusqu'au [date].

Noussavonsquevousn'êtetestenu d'accepteraucunedespropositionsreçues.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de notre considération distinguée.

Signature du représentant habilité : Nom et titre du signataire :
Nom du Candidat : Adresse:



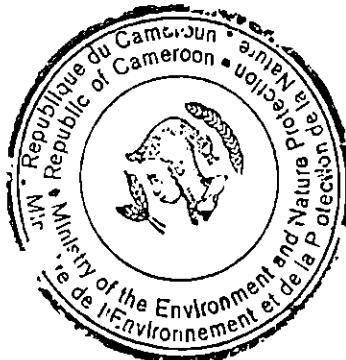
8. B. BORDEREAU DES PRIX UNITAIRES

LIBELLE	UNITE	QUANTITE	PRIX UNITAIRE EN CHIFFRES ET EN LETTRES (FCFA)
Sous Total			



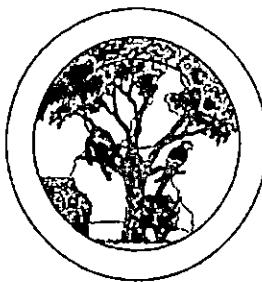
8. C. CADRE DU DETAIL ESTIMATIF

N° des prix	Intitulé	Unité	Quantité	Prix Unitaire	Prix Total
1	Retraite de validation de la note méthodologique du Consultant				
2	Atelier de validation des résultats des analyses du Consultants				
3	Atelier de présentation du Programme-pays révisé				
4	Conférence des projets				
5	Atelier de validation du Programme-pays revisé				
6	Edition et publication du Programme-pays				
7	Honoraires du Consultant				
8	Secrétariat et logistique				
9	Outils de communication				
10	Médias				
TOTAL HTVA					
TVA (19.25%)					
IR (5.5%)					
TOTAL TTC					
NET A MANDATER					



REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix – Travail – Patrie

MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT,
DE LA PROTECTION DE LA NATURE
ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE



REPUBLIC OF CAMEROON
Peace – Work – Fatherland

MINISTRY OF ENVIRONMENT,
PROTECTION OF NATURE AND
SUSTAINABLE DEVELOPMENT

COMMISSION INTERNE DE PASSATION DES MARCHES
INTERNAL TENDERS' BOARD

APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT (AONR)

N° 00018 /AONR/MINEPDED/CIPM/2023 DU 8 SEPTEMBRE 2023
POUR LE RECRUTEMENT EN PROCEDURE D'URGENCE D'UN CONSULTANT EN
VUE DE LA REVISION DU PROGRAMME – PAYS, ELABORER LE PROGRAMME
NATIONAL EN TERME D'ADAPTATION ET D'ATTENUATION AUX
CHANGEMENTS CLIMATIQUES

FINANCEMENT : COMPTE D'AFFECTATION SPECIALE

EXERCICE 2023

Pièce n°9 :
Modèle de marché





COMMISSION INTERNE DE PASSATION DES MARCHES
INTERNAL TENDERS' BOARD

LETTRE COMMANDE n° /LC/MINEPDED/CIPM/2023 DU PASSEE
APRES APPEL D'OFFRES APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT
n° /AONR/MINEPDED/CIPM/2023 DU RELATIF AU RECRUTEMENT
EN PROCEDURE D'URGENCE D'UN CONSULTANT EN VUE DE LA REVISION DU
PROGRAMME – PAYS, ELABORER LE PROGRAMME NATIONAL EN TERME D'ADAPTATION
ET D'ATTENUATION AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES

TITULAIRE DU MARCHE :

B.P.
TEL.
FAX.
N° de contribuable
N° de compte bancaire :

MAITRE D'OUVRAGE : MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA PROTECTION DE LA NATURE ET
DU DEVELOPPEMENT DURABLE.

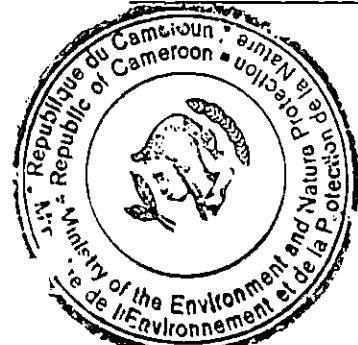
OBJET DU MARCHE : REVISION DU PROGRAMME – PAYS, ELABORER LE PROGRAMME NATIONAL
EN TERME D'ADAPTATION ET D'ATTENUATION AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES

LIEU D'EXECUTION :

MONTANTS DE LA LETTRE COMMANDE (en francs CFA) :

	EN CHIFFRES	EN LETTRES
HT		
TVA (19,25%)		
IR (2.2% ou 5.5%)		
TTC		
NET A PERCEVOIR		

SOUSCRITE, LE _____
SIGNEE, LE _____
NOTIFIEE, LE _____
ENREGISTREE, LE _____



Entre :

Le Gouvernement de la République du Cameroun, représenté par le Ministre de l'Environnement, de la Protection de la Nature et du Développement durable ci-après dénommé le «

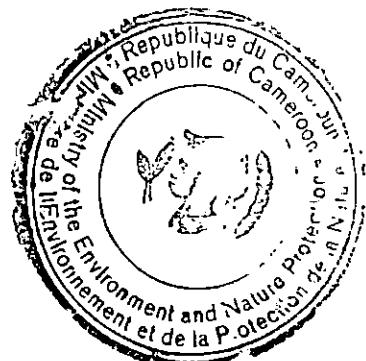
MAITRE D'OUVRAGE »,

D'une part,

Et

L'Entreprise _____
BP _____ Tél _____ Fax : _____
n° RC _____ n° Contribuable _____, représentée M/Mme _____
ci-près dénomé le
« PRESTATAIRE »,

Il a été convenu et arrêté ce qui suit.



SOMMAIRE

Titre : Cahier des clauses administratives particulières(CCAP)

Titre II : Termes de références (TDR)

Titre III : Bordereau des prix unitaires(BPU)

Titre IV : Détail quantitatif et estimatif(DQE)



PAGE..... ET DERNIERE DE LA LETTRE COMMANDE
n° /LC/MINEPDED/CIPM/2023 DU RELATIF AU RECRUTEMENT EN
PROCEDURE D'URGENCE D'UN CONSULTANT EN VUE DE REVISION DU PROGRAMME –
PAYS, ELABORER LE PROGRAMME NATIONAL EN TERME D'ADAPTATION ET
D'ATTENUATION AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES

TITULAIRE DE LA LETTRE COMMANDE :

B.P.
TEL.
FAX.
N° de contribuable
N° de compte bancaire :

**MAITRE D'OUVRAGE : MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA PROTECTION DE LA
NATURE ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE.**

**OBJET DE LA LETTRE COMMANDE : REVISION DU PROGRAMME – PAYS, ELABORER LE
PROGRAMME NATIONAL EN TERME D'ADAPTATION ET D'ATTENUATION AUX
CHANGEMENTS CLIMATIQUES**

DELAI D'EXECUTION : TRENTE (30) JOURS

LIEU D'EXECUTION : MINEPDED

MONTANTS DE LA LETTRE COMMANDE (en francs CFA) :

	EN CHIFFRES	EN LETTRES
HT		
TVA (19,25%)		
IR (2.2% ou 5.5%)		
TTC		
NET A PERCEVOIR		

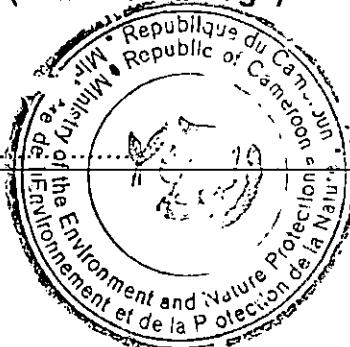
Lu et accepté par le Fournisseur

Yaoundé, le

**Signé par le Ministre de l'Environnement, de la Protection
de la Nature et du Développement durable (Maître d'ouvrage)**

Yaoundé, le

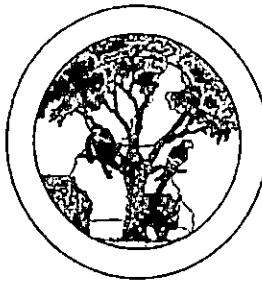
Enregistrement



Yaoundé, le

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix – Travail – Patrie

MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT,
DE LA PROTECTION DE LA NATURE
ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE



REPUBLIC OF CAMEROON
Peace – Work – Fatherland

MINISTRY OF ENVIRONMENT,
PROTECTION OF NATURE AND
SUSTAINABLE DEVELOPMENT

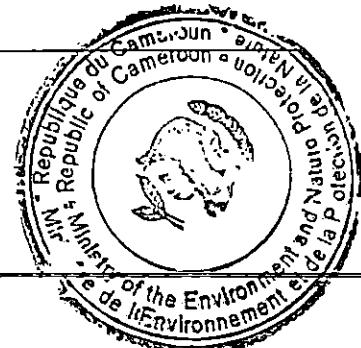
COMMISSION INTERNE DE PASSATION DES MARCHES
INTERNAL TENDERS' BOARD

APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT (AONR)

N° 00018 /AONR/MINEPDED/CIPM/2023 DU 8 SEPTEMBRE 2023
POUR LE RECRUTEMENT EN PROCEDURE D'URGENCE D'UN CONSULTANT EN
VUE DE LA REVISION DU PROGRAMME – PAYS, ELABORER LE PROGRAMME
NATIONAL EN TERME D'ADAPTATION ET D'ATTENUATION AUX
CHANGEMENTS CLIMATIQUES

FINANCEMENT : COMPTE D'AFFECTATION SPECIALE

EXERCICE 2023



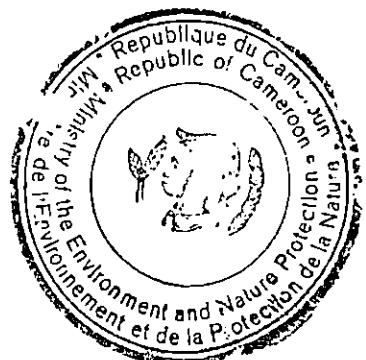
Pièce n°10 :
Modèles des pièces à utiliser par le
Soumissionnaire

TABLE DES MODELES

Annexe n°1 : Déclaration d'intention de soumissionner

Annexe n°2 : Modèle de caution de soumission

Annexe n°3 : Modèle de cautionnement définitif



Annexe n°1: Déclaration d'intention de soumissionner

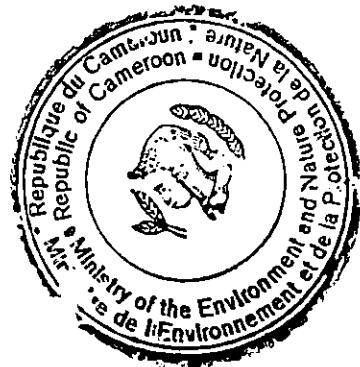
Je soussigné, Nationalité : Domicile : Fonction :

En vertu de mes pouvoirs (préciser la qualité), après avoir pris connaissance du dossier d'appel d'offres National n°*[indiquer la nature de la prestation]*.

Déclare par la présente, l'intention de soumissionner pour cet appel d'offres.

Fait à _____ le _____

Signature, nom et cachet du Prestataire



Annexe n°2: Modèle de caution de soumission

A Monsieur le Ministre de l'Environnement, de la Protection de la Nature et du Développement durable, « l'Autorité contractante »

Attendu que *[nom du soumissionnaire]*, ci-dessous désigné « le Soumissionnaire » a soumis son offre en date du *[date de dépôt de l'offre]* de *[nom et /ou description des prestations]* (ci-dessous désigné: « l'offre »)

Nous *[nom de la banque]* de *[nom du pays]*, ayant notre siège à *[adresse de la banque]* (ci-dessous désigné comme « la banque »), sommes tenus à l'égard du Ministère de l'Environnement, de la Protection de la Nature et du Développement durable pour la somme de **(en chiffres et en lettres) francs CFA** que la banque s'engage à régler intégralement à *[indiquer l'Autorité contractante]*, s'obligant elle-même, ses successeurs et assignataires. Signé et authenticité par ladite Banque le _____ jour _____ de _____ (année).

Les conditions de cette obligation sont les suivantes :

1. Si le Soumissionnaire retire son offre pendant la période de validité stipulée dans le dossier d'appel d'offres ;
2. Si le Soumissionnaire, s'étant vu notifier l'acceptation de son offre par *[indiquer l'Autorité contractante]* pendant la période de validité :
 - a. Omet ou refuse de signer le marché, alors qu'il est requis de le faire ou,
 - b. Omet ou refuse de fournir la garantie bancaire tenant lieu de cautionnement définitif, comme prévu dans les instructions aux soumissionnaires.

Nous nous engageons à payer à Monsieur le Ministre de l'Environnement, de la Protection de la Nature et du Développement durable, un montant allant jusqu'au maximum de la somme ci-dessus dès réception de sa demande écrite, sans que Monsieur le Ministre soit tenu de justifier sa demande, étant entendu toutefois que, dans sa demande, le Ministre notera que le montant qu'il déclare lui est dû parce que l'une ou l'autre des conditions ci-dessus, ou toutes les deux sont remplies et qu'il s'édifiera quelle ou quelle(s) conditions(s) a joué ou ont joué.

La présente garantie demeurera valable jusqu'au trentième jour inclus au-delà de la fin du délai de validité des offres ; toute demande de Monsieur le Ministre de l'Environnement, de la Protection de la Nature et du Développement durable tendant à la faire jouer devra parvenir à la Banque dans ce délai.



Annexe n°3: Modèle de cautionnement définitif

Banque:

référence de la Caution: n°.....

Adressée à *[indiquer le Maître d'ouvrage et son adresse]* Cameroun, ci-dessous désigné «Maître d'ouvrage »

Attendu que..... *[nom et adresse de l'entreprise]*, ci-dessous désigné «le Prestataire», s'est engagé, en exécution du marché désigné «le marché», à réaliser *[indique la nature des prestations]*

Attendu qu'il est stipulé dans le marché que le Prestataire remettra au Maître d'ouvrage un cautionnement définitif, d'un montant égal à *[indiquer le pourcentage compris entre 2 et 5 %]* du montant de la tranche du marché correspondante, comme garantie de l'exécution de ses obligations de bonne fin conformément aux conditions du marché,

Attendu que nous avons convenu de donner au le Prestataire ce cautionnement,

Nous,.....
[nom et adresse de banque], représentée par.....
[noms des signataires], ci-dessous désignée «la banque», nous engageons à payer au Maître d'ouvrage, dans un délai maximum de huit (8) semaines, sur simple demande écrite de celui-ci déclarant que le Prestataire n'a pas satisfait à ses engagements contractuels au titre du marché, sans pouvoir différer le paiement nisouleverdecontestationpourquelquemotifquecesoit,toutesommejusqu'àconcurrence dela somme de..... *[en chiffres et en lettres]*.

Nous convenons qu'aucun changement ou additif ou aucune autre modification au marché ne nous libérera d'une obligation quelconque nous incombeant en vertu du présent cautionnement définitif et nous dérogeons par la présente à la notification de toute modification, additif ou changement.

Le présent cautionnement définitif prend effet à compter de sa signature et dès notification du marché au Prestataire, La caution est libérée dans un délai de *[indiquer le délai]* à compter de la date de réception provisoire des prestations.

Après le délai susvisé, la caution devient sans objet et doit nous être automatiquement retournée de sans aucune autre forme de procédure.

Toute demande de paiement formulée par Maître d'ouvrage au titre de la présente garantie devra être faite par lettre recommandée avec accusé de réception, parvenue à la banque pendant la période de validité du présent engagement.

Le présent cautionnement définitif est soumis pour son interprétation et son exécution au droit camerounais. Les tribunaux camerounais sont seuls compétents pour statuer sur toute ce qui concerne le présent engagement et ses suites.

Signé et authentifié par la banque
à....., le.....

[signature de la banque]



Annexen°4: Modèle de caution d'avance de démarrage

Banque: référence, adresse.....

Nous soussignés (banque, adresse), déclarons par la présente garantir, pour le compte de : [le titulaire], au profit du Maître d'ouvrage *Adresse du Maître d'ouvrage*] («le bénéficiaire»)

Le paiement, sans contestation et dès réception de la première demande écrite du bénéficiaire, déclarant que [le titulaire] ne s'est pas acquitté de ses obligations, relatives au remboursement de l'avance de démarrage selon les conditions du marché du relatif aux prestations [indiquer l'objet des travaux, les références de l'appel d'offres et le lot, éventuellement], de la somme totale maximum correspondant à l'avance de [vingt(20)%] du montant Toutes Taxes Comprises du marché n° payable dès la notification de l'ordre de service correspondant, soit: francs CFA

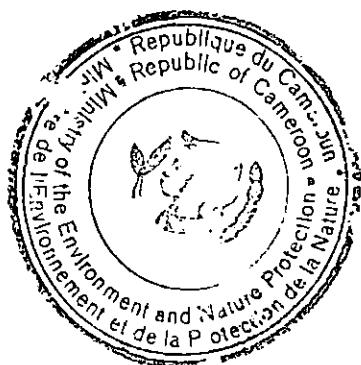
La présente garantie entrera en vigueur et prendra effet dès réception des parts respectives de cette avance sur les comptes de [le titulaire] ouverts auprès de la banque sous le n°

Elle restera en vigueur jusqu'au remboursement de l'avance conformément à la procédure fixée par le CCAP. Toutefois, le montant de la caution sera réduit proportionnellement au remboursement de l'avance au fur et à mesure de son remboursement.

La loi et la jurisdiction applicable à la garantie sont celles de la République du Cameroun.

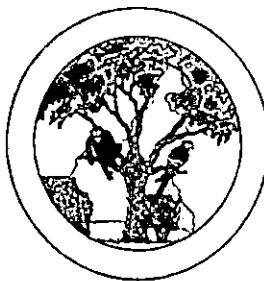
Signé et authentifié par la banque
à , le

[signature de la banque]



REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix – Travail – Patrie

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT,
DE LA PROTECTION DE LA NATURE
ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE



REPUBLIC OF CAMEROON
Peace – Work – Fatherland

MINISTRY OF ENVIRONMENT,
PROTECTION OF NATURE AND
SUSTAINABLE DEVELOPMENT

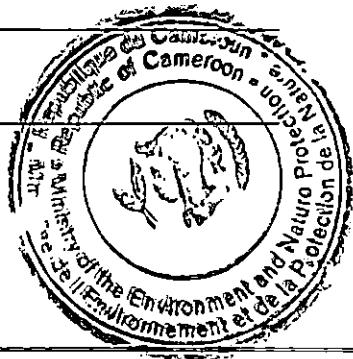
COMMISSION INTERNE DE PASSATION DES MARCHES
INTERNAL TENDERS' BOARD

APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT (AONR)

N° 00018 /AONR/MINEPDED/CIPM/2023 DU 8 SEPTEMBRE 2023
POUR LE RECRUTEMENT EN PROCEDURE D'URGENCE D'UN CONSULTANT EN
VUE DE LA REVISION DU PROGRAMME – PAYS, ELABORER LE PROGRAMME
NATIONAL EN TERME D'ADAPTATION ET D'ATTENUATION AUX
CHANGEMENTS CLIMATIQUES

FINANCEMENT : COMPTE D'AFFECTATION SPECIALE

EXERCICE 2023



Pièce n°11 :
Justificatif des études préalables

Annexe n°7: Justificatifs des études préalables

1.Ce projet a-t-il fait l'objet d'une étude préalable ?

2.Si oui la joindre et indiquer :

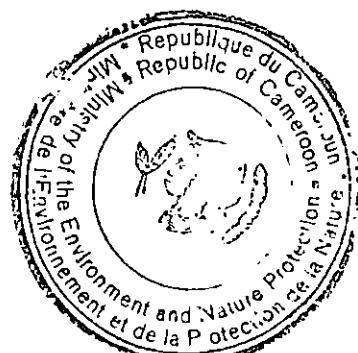
2.1. La date ;

1.2 Le nom du service public ou privé ayant élaboré les TDR : Direction des Normes et Contrôle du MINEPDED

1.3 Les TDR élaborés : OUI

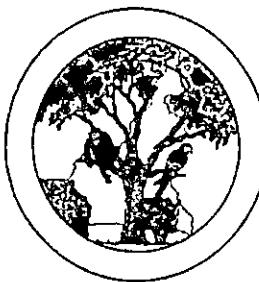
N.B. 1/ Pour les prestations de moindre envergure, le Maître d'ouvrage ou Maître d'ouvrage Délégué peut fournir une note justificative des TDR arrêtés.

2/ Le Président de la Commission des marchés peut avant de se prononcer, solliciter l'avis d'un expert sur la qualité des études réalisées.



REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix – Travail – Patrie

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT,
DE LA PROTECTION DE LA NATURE
ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE



REPUBLIC OF CAMEROON
Peace – Work – Fatherland

MINISTRY OF ENVIRONMENT,
PROTECTION OF NATURE AND
SUSTAINABLE DEVELOPMENT

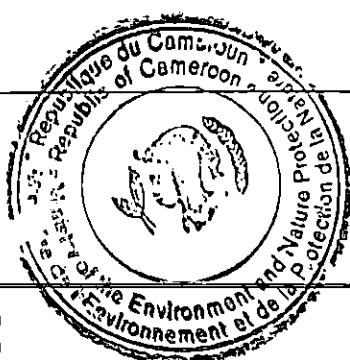
COMMISSION INTERNE DE PASSATION DES MARCHES
INTERNAL TENDERS' BOARD

APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT (AONR)

N° 00018 /AONR/MINEPDED/CIPM/2023 DU 8 SEPTEMBRE 2023
POUR LE RECRUTEMENT EN PROCEDURE D'URGENCE D'UN CONSULTANT EN
VUE DE LA REVISION DU PROGRAMME – PAYS, ELABORER LE PROGRAMME
NATIONAL EN TERME D'ADAPTATION ET D'ATTENUATION AUX
CHANGEMENTS CLIMATIQUES

FINANCEMENT : COMPTE D'AFFECTATION SPECIALE

EXERCICE 2023



Pièce n°12 :

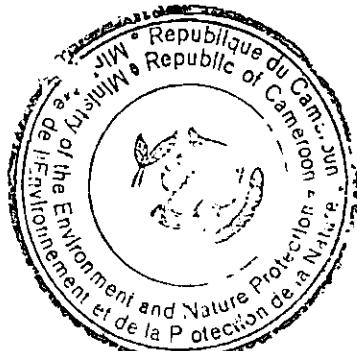
**Liste des établissements bancaires et organismes
financiers autorisés à émettre des cautions
dans le cadre des marchés publics**

I BANQUES

1. Afriland First Bank
2. Banque Atlantique
3. Banque gabonaise pour le financement international (BGFI BANK)
4. Banque internationale du Cameroun pour l'épargne et le crédit
5. CITI Bank
6. Commercial Bank of Cameroon
7. Ecobank
8. National Financial Credit Bank
9. Société camerounaise de banque au Cameroun
10. Société générale de banque au Cameroun
11. Standard Chartered Bank Cameroon
12. Union Bank of Cameroon
13. United Bank for Africa
14. Credit Communautaire d'Afrique
15. Banques Camerounaises des Petites et Moyennes Entreprises.

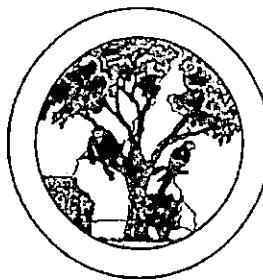
II- Compagnies d'assurances

16. CHANAS Assurances ;
17. ACTIVA Assurances ;
18. ZENITH-Assurance ;
19. PRO ASSUR ;
20. AREA ;
21. Atlantique Assurance ;
22. Beneficial General Insurance ;
23. CPA / SA ;
24. NSIA Assurance ;
25. SAAR S.A ;
26. SAHAM Assurances ;
27. SANLAM Assurances Cameroun



REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix - Travail - Patrie

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT,
DE LA PROTECTION DE LA NATURE
ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE



REPUBLIC OF CAMEROON
Peace - Work - Fatherland

MINISTRY OF ENVIRONMENT,
PROTECTION OF NATURE AND
SUSTAINABLE DEVELOPMENT

COMMISSION INTERNE DE PASSATION DES MARCHES
INTERNAL TENDERS' BOARD

APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT (AONR)

N° 00018 /AONR/MINEPDED/CIPM/2023 DU 8 SEPTEMBRE 2023
POUR LE RECRUTEMENT EN PROCEDURE D'URGENCE D'UN CONSULTANT EN
VUE DE LA REVISION DU PROGRAMME – PAYS, ELABORER LE PROGRAMME
NATIONAL EN TERME D'ADAPTATION ET D'ATTENUATION AUX
CHANGEMENTS CLIMATIQUES

FINANCEMENT : COMPTE D'AFFECTATION SPECIALE

EXERCICE 2023

GRILLE D'ANALYSE ET D'EVALUATION

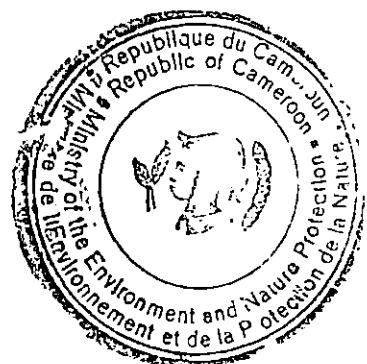


**REVISION DU PROGRAMME – PAYS, ELABORER LE PROGRAMME
NATIONAL EN TERME D'ADAPTATION ET D'ATTENUATION AUX
CHANGEMENTS CLIMATIQUES**

I. Critères éliminatoires

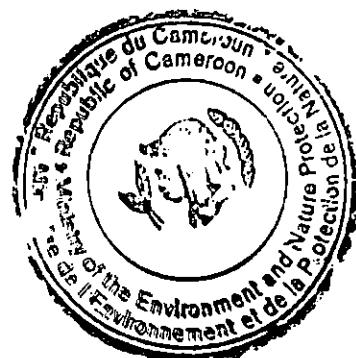
N°	CRITERES	ENTREPRISES							
		OUI	NON	OUI	NON	OUI	NON	OUI	NON
1.	Absence de la caution de soumission								
2.	Absence ou non-conformité d'une pièce administrative après le délai de 48 heures accordé par la Commission de passation des marchés								
3.	Fausse déclaration ou présence de pièce falsifiée dans les offres du Soumissionnaire								
4.	Absence de la déclaration sur l'honneur attestant que le Soumissionnaire n'a pas abandonné un marché au cours des trois dernières années								
5.	Présence d'une information financière dans la proposition technique								
6.	Note technique (critères essentiels) inférieure à 70/100								

Conclusion de l'examen de l'acceptation du dossier : (éliminé ou non pour la suite de la procédure)

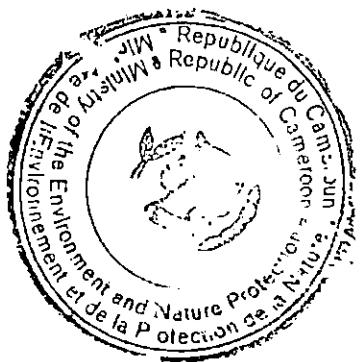


II. Critères essentiels

N°	CRITERES	NOTATION	ENTREPRISES			
1. COMPREHENSION DE LA MISSION				30 PTS		
A	Observations ou suggestions éventuelles sur les termes de référence et les données, services et installations devant être fournis par le Maître d'ouvrage	10 pts				
1)	Très pertinentes	9-10 pts				
2)	Assez pertinentes	6 - 8 pts				
3)	Peu pertinentes	3 - 5 pts				
4)	Non pertinentes	0 - 2 pts				
B	Description de la méthodologie de travail	10 pts				
1)	Très pertinente	9-10 pts				
2)	Assez pertinente	6 - 8 pts				
3)	Peu pertinente	3 - 5 pts				
4)	Non pertinente	0 - 2 pts				
C	Plan de travail proposé	5 pts				
1)	Très pertinent	4 - 5 pts				
2)	Assez pertinent	2 - 3 pts				
3)	Peu pertinent	1 - 2 pts				
4)	Non pertinent	0 pt				
D	Adéquation plan de travail, chronogramme de réalisation et organisation des experts dans leurs interventions	5 pts				
1)	Très pertinente	4 - 5 pts				
2)	Assez pertinente	2 - 3 pts				
3)	Peu pertinente	1 - 2 pts				
4)	Non pertinente	0 pt				
		TOTAL I	30 points			



N°	CRITERES	NOTATION	ENTREPRISES			
2. EXPERIENCE DU CABINET (PERSONNE MORALE)		20 PTS				
A	Références générales (Dans le domaine de l'environnement en général, études, prestation, études d'impact environnemental et social, les évaluations environnementales etc...): 5 points par référence, maximum 10 points. <u>NB</u> : Le point est validé sur la base de l'existence pour la référence considérée, de la première et dernière page du contrat, marché ou lettre commande accompagné de son PV de réception ou attestation de bonne fin.	10 pts				
	Références spécifiques (Dans l'évaluation indépendante avec une compréhension claire des objectifs et du processus de réalisation du travail de révision demandé): 5 points par référence, maximum 10 points. <u>NB</u> : Le point est validé sur la base de l'existence pour la référence considérée, de la première et dernière page du contrat, marché ou lettre commande accompagné de son PV de réception ou attestation de bonne fin.	10 pts				
		TOTAL II	10 points			



N°	CRITERES	NOTATION	ENTREPRISES					
3. QUALIFICATIONS ET EXPERIENCES DU PERSONNEL CLE POUR LA MISSION			50 PTS					
Expert			10pts					
	Qualification							
1	Qualifications : masters ou Bac + 5 ou équivalent dans le domaine des sciences de l'environnement, sciences forestières ou disciplines connexes .	04pts						
2	Attestation de présentation de l'original du diplôme signée par une autorité compétente et datant de moins de trois (3) mois	03pts						
3	Curriculum vitae daté et signé	03pts						
Expérience de l'Expert			40pts					
4	Expérience générale Expérience dans le domaine de la méthodologie scientifique d'analyse des impacts des secteurs économiques sur la biodiversité au Cameroun, ainsi que des analyses coûts-bénéfices s'appuyant sur une méthodologie déjà expérimentée 4 points par travail/prestation/consultation réalisé en tant qu'expert, maximum 8 points Au moins cinq (05) ans d'expérience professionnelle : - 5 ans = 10points ; - 5 ans et plus = 12points - Moins de 10 ans= 5 point Maximum 12 pts	20 pts						
5	Expérience spécifique Nombre de travaux/prestations/consultations où le consultant intervient dans le processus d'élaboration d'un Programme-pays 5 points par travail/prestations/consultations réalisés en tant que chef de mission, maximum 20 points	20 pts						
total III:			30 points					
TOTAL I+TOTALII+TOTALIII			100POINTS					

Conclusion de l'évaluation : (accepté ou non pour la suite de la procédure)

